

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?

Rapport Afrique N°238 | 6 juillet 2016

Table des matières

Executive Summary.....	i
Recommendations.....	iii
I. Introduction	1
II. Un terreau fertile : la montée des violences armées au centre	2
III. Le centre du Mali dans la crise (2012-2013)	7
A. Rejoindre les groupes armés.....	7
B. Un retour sous tension de l'Etat	8
IV. Vers une nouvelle insurrection ?	10
A. Des auteurs mal identifiés	10
B. Une juxtaposition de groupes armés	13
C. Des violences aux logiques plurielles.....	14
V. Sécuriser le centre : opérations militaires, dialogue politique et groupes d'autodéfense	17
A. La réponse sécuritaire et ses limites.....	17
B. Une zone négligée par les négociations d'Alger.....	18
C. La tentation milicienne.....	19
VI. Au-delà du défi sécuritaire, un test pour les politiques de prévention et de gestion des crises.....	22
A. L'objectif : un Etat à la reconquête de sa légitimité dans les territoires	22
B. Adopter une approche réaliste conforme aux moyens de l'Etat.....	23
VII. Conclusion	25
ANNEXES	
A. Carte du Mali	26
B. Carte du Mali central.....	27
C. Chronologie des principales attaques au centre du Mali (Mopti et Ségou).....	28
D. Liste des acronymes	29
E. A propos de l'International Crisis Group	30
F. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2013	31
G. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	33

Synthèse

Alors que toute l'attention est concentrée sur le Nord du Mali, le centre du pays, délaissé par l'Etat, est en proie à une montée inquiétante des violences armées. La gestion des ressources naturelles y suscite de multiples conflits que l'administration et les élites traditionnelles ne parviennent pas à réguler. Depuis plusieurs mois, une insurrection invoquant le jihad instrumentalise le discrédit qui frappe les pouvoirs publics pour étendre son influence. L'Etat et ses représentants sont chassés des zones rurales. Mais la violence prend aussi d'autres formes : les règlements de compte, le banditisme, et les milices d'autodéfense se développent. L'accord de paix signé à Bamako en juin 2015 concerne principalement les régions du Nord et néglige le centre du pays. Le gouvernement malien et ses principaux partenaires doivent permettre le retour effectif de l'Etat et la restauration de sa légitimité auprès de l'ensemble des populations du centre. En l'absence d'une réponse adaptée, cette zone plus peuplée que le Nord et vitale pour l'économie du pays pourrait devenir un foyer durable d'instabilité.

Le centre est longtemps resté à l'écart des rébellions armées du Nord mais il en a subi le contrecoup à la suite de l'augmentation du brigandage massif et de la circulation accrue des armes depuis les années 2000. Les groupes marginalisés, dont une partie des éleveurs nomades, voient dans l'accès aux armes modernes un moyen de contester les hiérarchies en place. Ils remettent en cause les privilèges des élites urbanisées et des anciennes aristocraties locales. L'Etat, gangrené par la corruption et discrédité par la multiplication des brutalités des forces de sécurité, peine à assurer sa mission de médiation. Dans ce contexte, le repli communautaire s'accroît, en particulier parmi les populations peul, gagnées par un sentiment de victimisation ethnique.

La crise malienne de 2012 a marqué un tournant pour le centre, dont une partie a été occupée par des groupes armés. La fuite des agents de l'Etat a un peu plus affaibli la puissance publique et laissé de vastes territoires à l'abandon. Face à l'insécurité, une partie de la population a cherché auprès des groupes armés, y compris radicaux, une forme de protection ou de justice. En 2013, l'opération militaire française Serval a repoussé ces groupes mais, dans son sillage, le redéploiement des forces de sécurité maliennes s'est accompagné de nombreux abus, en particulier à l'égard des nomades peul et tamasheq. Le retour de fonctionnaires corrompus a aussi suscité l'hostilité des populations. Le réinvestissement des régions centrales par l'Etat n'a pas permis de restaurer la sécurité ni d'améliorer la relation des autorités avec les administrés.

Sur ce terreau fertile, un groupe radical, nommé par les médias le Front de libération du Macina (FLM) et lié au mouvement jihadiste Ansar Eddine, s'est développé. Ce groupe aux contours encore flous et dont l'existence même fait débat s'est illustré par des attaques meurtrières contre les forces maliennes dans plusieurs localités du centre depuis le début de l'année 2015. Il serait dirigé par Hamadoun Kouffa, un prédicateur musulman peul rendu célèbre par ses critiques virulentes de l'Etat et des élites locales. Depuis son entrée en scène, les agents de l'Etat, eux aussi ciblés par ses actions ou discours, ont de nouveau quitté une grande partie des territoires du centre et la violence s'est amplifiée.

Il est aujourd'hui difficile de distinguer ce qui relève du banditisme, des vendettas locales et de l'action des groupes radicaux dans le centre du pays. Ces derniers forment un noyau déterminé mais encore minoritaire, inégalement structuré, moins armé et moins lié aux trafics que les groupes radicaux actifs au Nord. Ils se développent cependant dans les zones rurales, profitant du discrédit de l'Etat, des frustrations et des peurs d'une partie des populations locales.

Le gouvernement malien a jusqu'ici privilégié une réponse sécuritaire qui donne quelques résultats mais ne permet pas à l'Etat de réinvestir l'ensemble des territoires du centre et contribue, par sa brutalité, à accentuer le divorce avec les populations. Surtout, les réponses politiques manquent de clarté et d'ambition. Le centre a été largement absent des pourparlers d'Alger qui ont permis la signature de l'accord de paix à Bamako en juin 2015. Les partenaires étrangers du Mali y restent également discrets. Ils sont plus présents à Bamako et plus impliqués dans le dossier du Nord.

Une partie des élites locales et des autorités sont aujourd'hui tentées de répondre à l'insécurité en soutenant le développement de groupes d'autodéfense à base communautaire. Ces milices ne peuvent constituer une réponse efficace au problème réel d'insécurité locale et encore moins remédier au discrédit dont souffre l'Etat. Dans l'état actuel de tensions inter et intracommunautaires, elles favorisent des épisodes de violence de plus en plus inquiétants tels que les incidents entre groupes armés bambara et peul en mai 2016, dont le bilan pourrait dépasser 40 morts.

Le centre du Mali est entré dans une zone de fortes turbulences mais les messages d'alerte précoce et les actions préventives peuvent encore empêcher la montée des mouvements extrémistes. Comme le souligne le rapport de Crisis Group *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda* (14 mars 2016), résoudre les conflits locaux permet de contenir l'extrémisme violent beaucoup plus qu'endiguer l'extrémisme violent ne permet de résorber les crises locales.

La réponse des autorités maliennes ne devrait pas se concentrer uniquement sur les opérations antiterroristes qui contribuent au rejet de l'Etat, tout particulièrement quand des abus sont commis sur les populations. Le gouvernement, en s'appuyant sur les élites locales, la société civile et ses partenaires extérieurs, devrait au contraire se montrer plus ambitieux et reconstruire les services publics dans une zone trop longtemps délaissée. Pour cela, il devrait structurer ses interventions, hiérarchiser les priorités et reconnaître que la restauration de son autorité n'est pas uniquement une question de maintien de l'ordre mais dépend aussi de sa capacité à mettre en place des programmes efficaces dans les domaines de la justice et de l'éducation, afin de démontrer son utilité et son impartialité.

Recommandations

Pour enrayer la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions centrales et permettre aux autorités publiques de rétablir une présence et une légitimité sur ces territoires

Au gouvernement du Mali :

1. Développer une stratégie visant à assurer le retour effectif de l'Etat et à restaurer sa légitimité auprès de l'ensemble des populations et, pour cela,
 - a) Procéder à une réforme effective de la police territoriale, qui pourrait s'inspirer de projets récents menés au Niger ; en particulier, les forces de l'ordre devraient recruter des hommes et des femmes au sein des différentes communautés pour permettre un service efficace y compris dans les zones nomades.
 - b) Elaborer, de la façon la plus inclusive possible, un plan spécial pour coordonner les efforts de l'Etat dans les régions du centre et identifier les actions prioritaires à mener, notamment dans les domaines de la justice, de l'éducation et de la gestion des ressources naturelles. Dans ce dernier domaine, prévoir des mécanismes pour renforcer la cohabitation pacifique entre éleveurs et agriculteurs.
 - c) Nommer un haut représentant pour les régions du centre, pour incarner l'engagement de l'Etat, travailler en consultation avec les populations et les associations, et assurer la coordination avec les bailleurs qui se mobiliseront.
2. Eviter le recours aux groupes d'autodéfense à base communautaire et renforcer les moyens donnés aux Forces de sécurité (FDS) tout en punissant sévèrement et publiquement les brutalités des FDS à l'égard des civils.

Aux élites locales représentant les différentes populations du centre :

3. Jouer le rôle essentiel de relai entre les populations et l'Etat et, pour cela, dépasser les clivages communautaires et les querelles de personnes et accepter de coopérer avec de nouveaux représentants des populations, notamment les chefs nomades et les responsables religieux, y compris ceux qui ont sympathisé avec les groupes armés depuis 2012.
4. Eviter de soutenir les mouvements armés ou les groupes d'autodéfense qui ne peuvent constituer qu'une réponse de court terme à l'insécurité et qui à plus longue échéance pourraient aggraver durablement les violences intercommunautaires au centre du pays.
5. Promouvoir à l'inverse, en partenariat avec l'Etat, le développement d'une police territoriale au service des populations, dans laquelle les différentes composantes ethniques et de genre sont représentées.
6. Encourager les initiatives locales de résolution des conflits, tout particulièrement celles portées par des associations suffisamment représentatives des populations du centre du Mali en termes d'âge, d'appartenance ethnique, d'activités socioprofessionnelles et de genre.

**Aux principaux partenaires du Mali, tout particulièrement
l'Union européenne :**

7. Accompagner l'Etat dans son redéploiement concret au niveau local en mettant en place des programmes de soutien au développement des services publics dans les régions du centre.
8. Faire de Mopti une région pilote pour les politiques de coopération en matière de sécurité locale et plus particulièrement de police territoriale, dont les enseignements pourraient servir demain pour d'autres régions sahéniennes et notamment pour le Nord du Mali.

**A la Mission des Nations unies pour la stabilisation
du Mali (Minusma) :**

9. Etendre le bénéfice du programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) aux régions du centre sans déroger aux dispositions de l'accord de paix, en veillant à relier le DDR aux efforts de réforme de la police territoriale et en évitant de nourrir la constitution de groupes d'autodéfense échappant à une stricte régulation par les autorités publiques.
10. Soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire malien, conformément au mandat de la Minusma et, pour cela, adopter une approche fondée sur la restauration des services publics, y compris policiers, autant que sur le renforcement d'un dispositif militaire international.

Dakar/Bamako/Bruxelles, 6 juillet 2016

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?

I. Introduction

Malgré la signature de l'accord de paix de Bamako en juin 2015 et la présence de forces internationales dans le pays depuis plus de trois ans, la crise au Mali est loin d'être résorbée. Les violences armées sont en augmentation dans certaines zones. Depuis le début de l'année 2015, des groupes armés mal identifiés, dont certains se revendiquent comme jihadistes, ont lancé des attaques contre plusieurs villes du centre du pays. Elles ont d'autant plus surpris que l'essentiel des incidents armés étaient jusqu'alors concentré au Nord. A la suite de ces attaques, de nombreux fonctionnaires ont fui plusieurs préfectures du centre. Les populations ont le sentiment que l'administration malienne les abandonne à leur sort. Des groupes radicaux en profitent pour s'implanter et diffuser des messages hostiles à l'Etat et à ses partenaires étrangers. Alors que les efforts se focalisent toujours sur le Nord, le centre du pays reste largement négligé par l'accord de Bamako issu des pourparlers de paix intermalien.

Ce rapport analyse les dynamiques qui expliquent l'extension des zones d'insécurité au centre du Mali et décrit les groupes qui en sont responsables. Cet espace central est organisé autour du delta intérieur du fleuve Niger, territoire inondable particulièrement fertile et donc objet de convoitise ; les zones exondées alentours sont partagées entre agriculteurs et éleveurs. Ce rapport se concentre sur les territoires les plus touchés par les violences armées, c'est-à-dire la région administrative de Mopti, principalement les cercles de Ténenkou, Youwarou et Douentza ainsi que le Nord de la région de Ségou, près de la frontière mauritanienne. Il prévient des risques qui menacent cette partie du Mali et formule des propositions concrètes pour endiguer le développement des violences armées. Il est le fruit de plusieurs séries d'entretiens avec les principaux acteurs politiques et militaires, des diplomates, des membres de la société civile et des responsables religieux à Bamako et dans la région de Mopti en février et octobre 2015 puis en janvier et mars 2016.

II. Un terreau fertile : la montée des violences armées au centre

Contrairement aux régions du Nord, la partie centrale du Mali n'a pas connu de rébellions armées dans les années 1990 et 2000. Elle en a néanmoins subi le contre-coup : le brigandage et la circulation des armes automatiques ont augmenté ; les vols de bétail sont devenus récurrents, en particulier dans les espaces frontaliers, et les Ntéréré, voleurs de bétail d'origine peul, se sont professionnalisés au fil des années.¹ Toutes les communautés d'éleveurs, en grande majorité des Peul dans le centre, ont été affectées par ces phénomènes.²

Certaines, en particulier peul, se sont senties oubliées par les accords de paix successifs, qui récompensaient à leurs yeux ceux qui avaient dérobé leurs troupeaux.³ Peu après la signature en 1992 du Pacte national consacrant le statut particulier du Nord au Mali, le président d'une association des victimes de la rébellion de la région de Mopti, touchées par ces vols de bétail, a demandé des compensations à l'Etat malien.⁴ De telles revendications ont été nombreuses mais n'ont jamais été satisfaites, renforçant les sentiments d'impunité, d'injustice et une certaine animosité des Peul envers les populations tamasheq, autres communautés nomades avec lesquelles ils sont fréquemment en compétition pour le contrôle des mêmes territoires.⁵

Le Mali central connaît depuis plusieurs années une montée inquiétante des tensions sociales et politiques, marquées par des épisodes de violences collectives à répétition. La zone constitue un espace agropastoral riche.⁶ L'exploitation des ressources naturelles y suscite convoitises et disputes, aggravées par une importante pression sur le foncier.⁷ Les heurts entre éleveurs et agriculteurs y sont fréquents.⁸

¹ Le phénomène, parfois décrit comme un rituel de passage à l'âge adulte pour les jeunes hommes, prend une dimension nouvelle avec l'insécurité grandissante et l'accès facilité aux armes à feu.

² Courriels de Crisis Group, responsable politique tamasheq de Goundam, avril 2016. « Les razzias étaient de part et d'autres », résume un responsable peul évoquant la concurrence entre communautés peul et tamasheq autour des « terres salées », les plus propices à l'élevage. Entretien de Crisis Group, responsable politique peul, Bamako, octobre 2015.

³ Les Peul constituent un groupe très diversifié réparti sur l'ensemble du territoire malien. C'est dans le centre du pays qu'ils sont le plus nombreux. Ils vivent comme une injustice les avantages obtenus dans le domaine de l'élevage par les communautés arabes et tamasheq à la suite des rébellions des années 1990. La mise en valeur de l'espace via la construction de puits, par exemple, a paradoxalement accru les tensions. Ces projets gouvernementaux auraient bénéficié à certaines communautés plus proches des rébellions au détriment d'autres qui s'en étaient plutôt tenues à l'écart. Entretiens de Crisis Group, responsables politiques et religieux peul des régions du Méma et du Farimaké, Bamako, février et octobre 2015.

⁴ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire peul, Bamako, février 2016. Selon ses archives, la demande de compensation atteignait alors 2,6 milliards de FCFA (environ 4 millions d'euros).

⁵ Tamasheq ou Kel Tamasheq (littéralement ceux qui parlent la langue tamasheq) est une autre manière de désigner les Touareg. Ils sont peu nombreux dans la région de Mopti (30 000 locuteurs tamasheq sur une population de référence de plus d'1,5 million en 2009). Ils le sont davantage dans les territoires exondés, que ce soit dans le Gourma ou vers la frontière mauritanienne, dans le Méma et le Farimaké. « Recensement général de la population et de l'habitat du Mali », Institut national de la statistique (Instat), novembre 2011.

⁶ La région de Mopti se classe en tête du pays pour l'élevage des bovins et des ovins/caprins. Elle produit également à elle seule 40 pour cent du riz et 20 pour cent du mil et sorgho du pays. « Etude diagnostique des secteurs économiques porteurs », ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales, mars 2012.

⁷ Les surfaces maraîchères ont augmenté au détriment des espaces pastoraux alors que la pression pastorale s'accroît avec l'augmentation des troupeaux. Les tensions s'intensifient non pas du fait

Les éleveurs, souvent des Peul, dénoncent une extension des territoires voués à l'agriculture et une réduction de ceux consacrés à l'élevage.⁹ Inversement, les agriculteurs accusent les éleveurs de ne pas respecter les cycles agricoles ou de ne pas emprunter les pistes à bétail (*burti*) qui protègent les champs lors des déplacements de troupeaux.

La plupart de ces conflits sont réglés de manière pacifique.¹⁰ Certains provoquent cependant une violence préoccupante que les forces de l'ordre, absentes ou inefficaces, n'arrivent pas à contenir. Ainsi, en mai 2012, un litige foncier a conduit au massacre de seize pasteurs peul par des agriculteurs dogon à Sari (cercle de Koro), une localité où aucun agent de sécurité n'était présent. Cet épisode de violence, resté impuni, a joué un rôle direct dans la dynamique d'armement de groupes nomades peul dont une partie a d'ailleurs rejoint, la même année, les mouvements radicaux qui occupaient Gao.¹¹

Dans le delta intérieur du fleuve Niger, les éleveurs s'affrontent parfois entre eux pour l'accès aux pâturages.¹² Le conflit entre les éleveurs des villages Sosobe et Salsalbe, qui existe au moins depuis l'époque coloniale, est ainsi réapparu dans les années 1990, faisant 29 morts le 8 décembre 1993.¹³ Comme le résume un expert local de la sécurité, « il y a toujours des morts d'hommes autour de la gestion des bourgoutières ». ¹⁴ Ces différends sont aggravés par le manque de clarté juridique en matière de droits fonciers et par l'érosion des capacités des autorités coutumières à résoudre les contentieux.¹⁵ Leur létalité a considérablement augmenté avec la circulation accrue des armes depuis les années 1990.¹⁶ Les disputes se règlent aujourd'hui à la kalachnikov plutôt qu'au bâton ou au couteau.¹⁷ Cela encourage la course à

de la pauvreté mais d'une concurrence accrue et mal régulée autour de l'exploitation des ressources naturelles. Cette dynamique n'est pas nouvelle : dans les années 1970, les cultures exondées ont augmenté de 82 pour cent quand les superficies pâturables diminuaient de 29 pour cent. Olivier et Catherine Barrière, *Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger (Mali)* (Paris, 2002), p. 62.

⁸ *Un droit à inventer*, op. cit. Mirjam De Bruijn and Han Van Dijk, *Arid Ways. Cultural Understandings of Insecurity in Fulbe Society, Central Mali* (Amsterdam, 1995).

⁹ Tous les Peul ne sont cependant pas des éleveurs nomades. En 2009, la région de Mopti comptait 400 000 locuteurs fulfuldé, la langue des Peul, soit environ 27 pour cent de la population. Les Dogon, majoritairement agriculteurs, constituent le groupe le plus important avec plus de 636 000 locuteurs, soit environ 42 pour cent de la population. « Recensement général de la population et de l'habitat au Mali », op. cit., p. 443.

¹⁰ Des dialogues communautaires sont organisés par les associations locales en présence de l'administration, pour réguler pacifiquement les différends liés à la transhumance, comme à Dioura en juin 2014. Journal de l'Office de Radiodiffusion télévision du Mali, 26 juin 2014.

¹¹ Entretien de Crisis Group, chef nomade de la région de Douentza, Bamako, février 2015.

¹² Le delta intérieur du Niger est une zone particulièrement fertile lors des crues annuelles.

¹³ Entretien de Crisis Group, ancien maire du cercle de Ténenkou, Bamako, mars 2016.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, expert local de la sécurité, Mopti, mars 2016. Les bourgoutières sont des plaines inondables, particulièrement fertiles après les crues.

¹⁵ Entretien de Crisis Group, ancien maire du cercle de Ténenkou, Bamako, mars 2016.

¹⁶ Outre les rébellions des années 1990 et 2000, certains mentionnent la guerre au Libéria comme un tournant dans la diffusion des armes à feu. L'un des principaux Ntéréké du centre en est un vétéran. L'accès aux armes de guerre demeure moins important au centre qu'au Nord du Mali. Entretien de Crisis Group, spécialiste des conflits au Sahel, Dakar, avril 2016 ; membre d'une ONG internationale originaire de Douentza, Mopti, mars 2016.

¹⁷ « Tout le monde s'est armé pour défendre ses animaux ces dernières années. On ne sent pas les autorités concernées par nos problèmes de vols de bétail. Cet armement de bergers a peut-être conduit à des dérives ». Entretien de Crisis Group, cadre peul, Bamako, février 2015.

l'armement et le recours aux professionnels de la violence, qui peuvent donner l'avantage dans un conflit.¹⁸

Une partie des violences actuelles, hâtivement attribuées à des groupes jihadistes, sont en réalité le résultat de litiges autour du foncier, y compris lorsque des agents de l'Etat sont les premières victimes.¹⁹ Ces épisodes de violence locale se développent sur fond d'une profonde crise de confiance envers l'Etat, dont les représentants sont souvent accusés de corruption et de comportement prédateur envers les communautés, en particulier les éleveurs.²⁰ Ces derniers disposent en effet d'un capital mobile, le bétail, plus facile à monnayer que le foncier des paysans.

Certains groupes, comme les pasteurs nomades, reprochent aussi à l'Etat de se laisser instrumentaliser par des élites locales urbanisées, qui utiliseraient les moyens de l'administration pour préserver leurs privilèges contestés. Lors d'un forum organisé en janvier 2016 à Mopti sous la tutelle du ministère de la Réconciliation nationale, les participants, pour beaucoup issus des notabilités locales et de la société civile, ont interpellé les autorités « sur le respect des principes d'impartialité et de désintéressement [de l'Etat] », les enjoignant d'« éviter les exactions sur les populations ».²¹

A Mopti, tous les acteurs rencontrés critiquent l'Etat pour ses insuffisances et la corruption de ses agents : « si l'Etat ne fait rien pour nous, au moins qu'il nous laisse tranquille ».²² Une minorité grandissante le perçoit comme une nuisance dont il convient de se débarrasser. C'est le cas en particulier parmi certaines communautés comme les nomades peul ou les descendants d'esclaves se sentant particulièrement sous-représentés au sein de l'Etat et de son administration.²³ Cela explique pourquoi certaines franges de la population ont accueilli favorablement le départ des agents de l'Etat à la suite des attaques de certains centres urbains début 2015.

Enfin, le climat de tensions dans le centre du Mali résulte aussi de la montée d'un sentiment de victimisation ethnique chez les Peul.²⁴ Certains se sentent stigmatisés, ce qui nourrit des tentatives d'organisation et de défense d'intérêts sur des bases ethniques.²⁵ Les élites et les intellectuels peul, en particulier dans le centre, estiment parfois que leur communauté subit un traitement inique de la part de l'Etat, qui les

¹⁸ Des groupes armés, y compris d'anciens Ntérére ou des mouvements jihadistes comme le Mujao, offrent leur concours aux éleveurs peul pour faciliter et protéger la transhumance des prédations. Entretien de Crisis Group, expert régional de la sécurité, Dakar, avril 2016.

¹⁹ Entretiens Crisis Group, cadres d'origine peul, Bamako et Mopti, mars 2016 ; expert de la sécurité, Sévaré, mars 2016.

²⁰ La justice est ainsi perçue comme étant corrompue. Les Forces de sécurité (FDS), y compris les agents des eaux et forêts, sont accusées d'abuser de leurs prérogatives pour imposer de lourdes amendes. Entretiens de Crisis Group, cadres peul, nomades de la région de Douentza et chercheur spécialiste du centre du Mali, Bamako et Mopti, février 2015 et mars 2016.

²¹ Page Facebook du ministère de la Réconciliation nationale du Mali, message posté le 29 janvier 2016.

²² Entretien de Crisis Group, directeur peul d'une ONG, Mopti, mars 2016.

²³ Entretiens de Crisis Group, individu peul originaire du Méma et chef nomade originaire de la région de Douentza, Bamako, février 2015.

²⁴ Les Peuls ont développé dans la partie centrale du pays, avant la colonisation, des Etats théocratiques. Entretiens de Crisis Group, cadres peul, nomades de Douentza et chercheur, Bamako et Mopti, février 2015 et mars 2016.

²⁵ « Les Peul étaient une société hégémonique avant, les blancs ont renversé cela. Cela nourrit un sentiment de rancune ». Entretien de Crisis Group, directeur peul d'une ONG, Mopti, mars 2016.

abaisse au rang de citoyens de seconde zone.²⁶ De fait, un imaginaire racial toujours fort, en partie hérité de la période coloniale, et qui classe les Peul dans une catégorie à part, subsiste au Mali.²⁷

Selon les Peul, la montée des menaces terroristes a aggravé la situation, les autorités les y associant souvent.²⁸ Des notables peul soulignent qu'« il n'y a pas de Peul terroristes, il n'y a que des Peul fâchés », tout en avertissant que si « les premiers révoltés étaient tamasheq, les seconds pourraient être des Peul ». ²⁹ Ils agitent ainsi le spectre d'une prise de conscience de leur groupe ethnique. Même si la mobilisation des Peul à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest reste timide et relève parfois du fantasme, elle inquiète les gouvernements soucieux d'empêcher l'exportation des violences sur leur territoire.³⁰ Dans le centre du Mali, l'impression d'être stigmatisé se double de l'idée que l'Etat moderne a renversé les anciennes hiérarchies au détriment des Peul et qu'il mène une politique agressive à l'égard des nomades, dont les Peul constituent une large part.

Depuis les années 1990, des associations culturelles à base ethnique se sont développées et jouent un rôle politique important, notamment dans la gestion des conflits. C'est le cas de Tabital Pulaaku, association peul créée au début des années 1990, ou de Ginna Dogon, une autre association créée en 1992 et recrutant parmi les communautés dogon du centre. Souvent animées par des élites urbanisées, elles tentent de faire le lien entre les espaces locaux et l'Etat central. Elles témoignent d'une communautarisation grandissante des formes d'expression politique. Dans le sillage de la crise de 2012 et de la montée de l'insécurité, Tabital Pulaaku a été sollicité par une partie des notables locaux pour organiser une réponse, y compris par la création de groupes d'autodéfense. Pour des intellectuels peul consultés, il est temps que leurs communautés « prennent les armes pour se défendre » et « gagnent le respect » de l'Etat et des communautés rivales.³¹

Cette mobilisation fondée sur l'appartenance ethnique se heurte cependant à plusieurs obstacles. D'une part, certaines violences ne résultent pas des tensions

²⁶ Il a fallu attendre plus d'un an avant que la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) et l'Etat malien envoient une mission pour enquêter sur le massacre de Peul à Doungoura en mars 2013. A l'inverse, des cadres peul notent que la Minusma et le gouvernement se sont déplacés dans les jours qui ont suivi le massacre de Tamasheq Imrad près de Tamkoutat en février 2014. « Il y a une inégalité de traitement », estiment certains cadres, qui y voient aussi le résultat d'une sous-représentation des Peul dans les forces de sécurité maliennes. Il y a cependant plusieurs officiers supérieurs peul au Mali, dont des généraux. Entretiens de Crisis Group, officier peul des forces de sécurité maliennes et directeur peul d'une ONG, Bamako et Mopti, mars 2016.

²⁷ Roger Botte et Jean Schmitz, « L'archipel peul », numéro spécial des *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, no. 133 (1994).

²⁸ Selon les autorités françaises, la majorité des assaillants impliqués dans les attentats de Bassam, Bamako et Ouagadougou en 2015 et 2016 sont des Peul du Mali. Entretien de Crisis Group, conseiller français chargé de l'Afrique, Paris, mars 2016. Les Peul étant un groupe extrêmement composite, cette affirmation n'aide pourtant pas beaucoup à comprendre les liens entre une affiliation communautaire et un engagement jihadiste.

²⁹ Entretien de Crisis Group, commerçant peul du Farimaké, Bamako, octobre 2015.

³⁰ Un « congrès mondial du Pulaaku » rassemblant des Peul d'Afrique et de la diaspora devrait se tenir en octobre 2016 à l'initiative d'anciens membres de l'association peul Tabital Pulaaku. Il s'agit avant tout d'une initiative culturelle et scientifique, même si à l'évidence des questions politiques devraient y être discutées dans un contexte régional marqué par la montée des violences armées affectant les communautés peul.

³¹ Entretiens de Crisis Group, cadres peul, Bamako et Sévaré, novembre 2015 et mars 2016.

intercommunautaires mais plutôt de tensions internes au monde peul.³² Il existe ainsi un sentiment de méfiance envers des élites urbaines suspectées de se servir de la carte ethnique pour se créer une clientèle et conserver leurs positions au sein de l'Etat.³³ D'autre part, l'appartenance ethnique comme motif de mobilisation identitaire est aujourd'hui concurrencée par la religion et le jihad.³⁴ Les deux formes de mobilisations ne sont pas nécessairement incompatibles mais leurs agendas et les acteurs qui les portent diffèrent.³⁵ Dans le centre en particulier, les mobilisations sur une base ethnique s'inscrivent dans le cadre d'une négociation avec l'Etat pour l'accès à une représentation et aux ressources. La mobilisation jihadiste a lieu, pour le moment, en dehors de ou contre l'Etat.

³² Roger Botte et Jean Schmitz, « Paradoxes identitaires », *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, no. 133 (1994), p. 7-22.

³³ Entretiens de Crisis Group, nomades originaires de la région de Douentza, Bamako, février 2015 et mars 2016.

³⁴ Un milicien peul du Niger actif dans les années 1990 regrette que les Peul qui partagent des revendications communes à l'égard des Etats de la sous-région s'épuisent en se rangeant sous le drapeau des jihadistes. Leur lutte serait perdue d'avance car elle provoquerait l'hostilité des Occidentaux. Selon lui, les Peul gagneraient à renouer avec les mouvements armés à base ethnique. Entretien de Crisis Group, ancien membre des milices peul, Niamey, décembre 2015.

³⁵ Dans un enregistrement attribué à Hamadoun Kouffa, les Peul sont traités de « plus grand 'cafres' (païens) du pays ». Entretien de Crisis Group, officier malien, Bamako, mars 2016.

III. Le centre du Mali dans la crise (2012-2013)

Le centre du Mali, qui marquait la séparation entre un Nord occupé par des groupes armés et un Sud resté sous le contrôle de l'Etat, a été affecté par la crise de 2012. Des parties de la région de Mopti comme le cercle de Douentza ont été occupées par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ou le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), dont l'implantation est cependant restée faible en dehors des centres urbains situés sur la route Mopti-Gao. Le reste du centre n'a pas été occupé par les rebelles mais les agents de l'administration et une partie des élus ont malgré tout fui en 2012 à cause de l'insécurité et d'attaques sporadiques.³⁶ L'économie du tourisme, florissante depuis une vingtaine d'années à Mopti et sur le plateau de Bandiagara, s'est effondrée. Au final, la situation s'est avérée particulièrement inconfortable pour la plupart des habitants du centre : ils ont vécu sous la menace d'attaques épisodiques, tout en étant soupçonnés par les Forces de sécurité (FDS) de pactiser avec les rebelles.³⁷

A. Rejoindre les groupes armés

Le centre du Mali a été en partie occupé par les groupes armés du Nord en 2012. Ces derniers ont recruté sur place pour former de petits contingents locaux ou pour encourager ces nouveaux affidés à partir suivre des formations militaires à Gao et Tombouctou, en particulier auprès du Mujao et d'Ansar Eddine, qui tenaient alors ces villes. Inversement, des milices progouvernementales du Nord et en particulier de Gao ont trouvé refuge dans le centre près de Sévaré, en zone gouvernementale, où elles recrutaient des locaux comme l'a fait le Ganda Izo.

La plupart de ces combattants étaient des jeunes hommes tentés par l'aventure et attirés dans les groupes armés tantôt par conviction, tantôt par opportunisme.³⁸ Des bandits armés actifs dans la zone se sont également ralliés à des groupes rebelles : des Ntéréré originaires du Macina se sont par exemple associés au MNLA puis au Mujao dans la région de Léré.³⁹ Enfin, face à l'insécurité, des communautés du Mali central se sont rangées sous la bannière d'un groupe armé pour bénéficier d'une protection ou se procurer des armes, parfois d'ailleurs après avoir tenté sans succès d'en obtenir auprès du gouvernement.⁴⁰

Ainsi, des nomades peul de la région de Douentza ont rejoint les camps d'entraînement des groupes armés du Mujao à Gao à la recherche d'une formation militaire et

³⁶ La localité de Youwarou (région de Mopti) a par exemple été attaquée le 17 février 2012, et celle de Ténenkou l'a été le 2 mars 2012.

³⁷ Un résident de Nampala (région de Ségou, à proximité de la frontière avec la Mauritanie) raconte ainsi comment « le MNLA est venu de Léré piller l'école et la mairie [de Nampala]. Mais les militaires à Nioro, où on allait se ravitailler, nous soupçonnaient de soutenir les rebelles ». Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, Bamako, février 2015.

³⁸ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire malien originaire du Dialloubé (région de Mopti), Mopti, octobre 2015.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, individu originaire de Nampala et ancien élu de la région de Mopti, Bamako, février 2015.

⁴⁰ Certains chefs des zones nomades peul sont allés à Bamako solliciter des armes du ministère de la Défense. Ce dernier aurait refusé, arguant qu'« il n'avait pas d'armes pour sa propre armée ». D'autres sources indiquent que le gouvernement craignait de voir les nomades peul rejoindre le camp de la rébellion une fois armés. Entretiens de Crisis Group, chef nomade peul, Bamako, février 2015 ; ancien fonctionnaire malien, Bamako, mars 2016.

d'une protection contre des groupes tamasheq du MNLA qui harcelaient leurs campements. Ils cherchaient également à prendre le dessus sur les sédentaires dogon avec lesquels ils étaient en conflit au sujet des terres. Le Mujao a monnayé en partie sa protection ou accepté des compromis pour attirer de nouvelles recrues. Ce faisant, certains jeunes hommes ont quitté leur terroir et adhéré pleinement à la cause jihadiste.⁴¹ Mais la majorité semble plutôt avoir adopté une approche opportuniste, ralliant un camp pour bénéficier d'une protection ou se procurer des armes et peser dans les conflits locaux.

B. *Un retour sous tension de l'Etat*

En janvier 2013, l'avancée des groupes radicaux vers Konna et Diabaly, dans le centre, a entraîné la zone dans un nouvel épisode de violences.⁴² L'opération Serval a repoussé l'offensive mais dans le sillage des Français, la remontée de l'armée malienne s'est accompagnée d'exactions contre des populations locales, dont un nombre indéterminé d'exécutions sommaires.⁴³ Ces événements ont creusé un peu plus le déficit de confiance entre les populations, en particulier des Peul, et les forces de sécurité.

A partir du printemps 2013, l'administration malienne s'est redéployée dans la région de Mopti plus rapidement que dans les régions du Nord, encore soumises à la présence des groupes armés. Au-delà des chiffres officiels, l'absentéisme était néanmoins important au sein de l'administration.⁴⁴ Le retour de l'Etat a suscité des tensions avec les populations. La récupération, par les forces de l'ordre, des armes légères que certains groupes comme les nomades peul avaient acquises pour se protéger, a généré trafics, abus et incidents, en particulier dans le cercle de Douentza.⁴⁵ Pour certains habitants du centre, le retrait de l'Etat en 2012 avait marqué la levée temporaire de taxations et de prédatons diverses et constitué un soulagement.⁴⁶

⁴¹ Plusieurs témoignages confirment la fuite, au début de l'opération Serval, de combattants peul du Mujao de la région de Douentza vers le bastion des groupes jihadistes dans le massif de Tigharghar (région de Kidal) et peut-être même vers le sud de l'Algérie. Entretiens de Crisis Group, ancien membre du Mujao de la région de Douentza, mars 2016 ; officier du MNLA, avril 2016.

⁴² Les villes de Konna et Diabaly sont respectivement situées à 65 kilomètres au nord et 150 kilomètres à l'est de Mopti.

⁴³ Les forces de sécurité maliennes, dont des membres ont été exécutés par des combattants islamistes à Konna, reprochent à une partie des nomades peul de la région de Mopti d'avoir soutenu le Mujao. En représailles, des responsables religieux et certains de leurs talibés (élèves) ont probablement été exécutés notamment à Konna et Nyaminia. « Exactions des militaires maliens : l'urgence d'une commission d'enquête indépendante », communiqué, Fédération internationale des droits de l'homme, 23 janvier 2013. Sur l'opération Serval lancée en janvier 2013 par la France pour repousser les groupes jihadistes du Nord Mali, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°201, *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*, 11 avril 2013.

⁴⁴ Selon un rapport des Nations unies de 2014, dans la région de Mopti, « 99 pour cent des agents de l'État ont été réaffectés, 50 pour cent à Gao et Tombouctou ». Selon ce même document, l'ensemble des préfets et la grande majorité des sous préfets étaient de retour en poste. « Rapport du secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali », Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) S/2014/403, 9 juin 2014, p. 4. En réalité, de nombreux cadres de l'administration territoriale habitent la capitale régionale et ne font que de courts séjours dans leur zone d'affectation. Ces passages deviennent d'ailleurs moins fréquents quand la sécurité se dégrade.

⁴⁵ « Le cercle de Douentza pendant la crise : une étude de cas », Délégation de l'Union européenne (UE) au Mali, novembre 2013. Entretien de Crisis Group, chef de communauté nomade de la région de Douentza, Bamako, février 2015.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, chef nomade du cercle de Douentza, Bamako, février 2015 ; ancien élu du cercle de Ténenkou, Bamako, mars 2016.

D'autres s'en étaient finalement accommodés malgré le sentiment d'avoir été abandonnés dans un moment difficile.

Dans de nombreuses zones du Mali central, le retour de l'Etat en 2013 n'a donc pas permis de rétablir la sécurité des biens et des personnes. Au contraire, des habitants de la zone affirment que la situation sécuritaire était meilleure sous les jihadistes ou quand l'Etat était absent en 2012.⁴⁷ Des épisodes graves de violences collectives se sont en effet déroulés après son retour officiel. En mars 2013 à Doungoura, au moins une vingtaine de personnes, essentiellement des Peul, ont été tuées et jetées au fond d'un puits ; l'affaire n'a jamais été élucidée. Rapidement saisies par les représentants des victimes, les autorités ont attendu plus d'un an avant d'envoyer une délégation en soutien à la mission d'enquête du bureau des droits de l'homme de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma).⁴⁸ Face à l'insécurité persistante depuis 2013, ce sont des groupes armés non étatiques comme d'anciens Ntérééré, voire des éléments jihadistes, plus que les forces de sécurité maliennes, qui offrent leur concours aux éleveurs peul pour protéger la transhumance des prédatations.⁴⁹

Dans ce contexte, le retour de l'Etat dans le centre du Mali après 2013 semble plus théorique que réel. Sa présence est fragile dans de larges zones grises. Après la crise de Kidal en mai 2014, une partie de la zone est d'ailleurs retombée sous le contrôle de groupes armés, comme l'est de Douentza.⁵⁰ C'est d'autant plus préoccupant que les principaux acteurs chargés du dossier malien négligent cette zone et se concentrent essentiellement sur les régions du Nord.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, nomade originaire de Douentza, Bamako, février 2015 ; ancien élu du cercle de Ténenkou, Bamako, mars 2016.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, membre de Tabital Pulaaku, Bamako, février 2015.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, expert régional de la sécurité, Dakar, avril 2016.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, chercheur spécialiste du centre du Mali, Mopti, mars 2016. En mai 2014, une visite à Kidal du premier ministre malien, Moussa Mara, a engendré des affrontements majeurs entre les groupes armés rebelles et les forces de sécurité maliennes, qui ont été vaincues et contraintes de se retirer à nouveau d'une grande partie du Nord du pays.

IV. Vers une nouvelle insurrection ?

Au début de l'année 2015, une série d'attaques visant les forces de sécurité maliennes stationnées dans de petites villes du centre du pays ont à nouveau attiré l'attention sur cette zone.⁵¹ Par la suite, une violence chronique mais de plus basse intensité s'est répandue dans les zones rurales. Des agents de l'Etat et des civils réputés proches des autorités ont fait l'objet de menaces ou d'assassinats ciblés.⁵² Des attaques ont visé des convois de la Minusma.⁵³ Des villages ou de petites villes sans protection ont été occupées quelques heures, le temps pour les groupes armés de faire des prêches et de diffuser des messages, y compris des appels au jihad.

Les médias maliens et internationaux attribuent fréquemment ces violences au Front de libération du Macina (FLM), un mouvement créé en janvier 2015 et dont le dirigeant serait un prédicateur peul radical, Hamadoun Kouffa. Sur le terrain, la situation est en réalité confuse. Les motivations des auteurs de la violence sont plurielles, et le degré de coordination entre les groupes est incertain. Il est souvent difficile de distinguer entre actes de banditisme, vendettas locales et attaques par des groupes radicalisés. Il apparaît que des groupes armés tentent d'instrumentaliser l'insécurité endémique, les tensions locales et la profonde défiance à l'égard de l'Etat pour atteindre leurs objectifs, d'ailleurs divers.

A. Des auteurs mal identifiés

Hamadoun Kouffa est un prédicateur peul relativement connu au Macina.⁵⁴ Après avoir, dans sa jeunesse, enregistré de la poésie amoureuse sur cassettes, il devient prédicateur dans la région de Mopti. Dans les années 2000, il se fait connaître par des prêches en fulfuldé diffusés par les radios locales et dans lesquels il commente le Coran. Il y dénonce la corruption des mœurs et des fonctionnaires, les grandes familles maraboutiques de la région, les parlementaires qui ont soutenu le nouveau Code de la famille et le président Amadou Toumani Touré (ATT) qu'il nomme le « Pharaon de Koulouba ».⁵⁵ Entre 2009 et 2011, il rejoint la Tabligh Jama'at, un mouvement de

⁵¹ Le 5 janvier, une trentaine de combattants ont par exemple attaqué la ville de Nampala (région de Ségou, près de la frontière mauritanienne) et tué au moins onze soldats maliens. La localité de Ténenkou a quant à elle été attaquée le 8 puis le 16 janvier. Document sécuritaire confidentiel sur les attaques attribuées au Front de libération du Macina transmis à Crisis Group. « Mali : attaque de bandits armés à Ténenkou dans la région de Mopti », Info Mali (info-mali.com), 9 janvier 2015.

⁵² Il s'agit généralement de « corps habillés » (membres des forces de sécurité et de maintien de l'ordre, y compris les agents des eaux et forêts), d'élus locaux et de personnes suspectées de servir d'informateurs aux forces de sécurité. Les domiciles de représentants de l'Etat et des véhicules sont régulièrement brûlés, comme le 12 septembre 2015 près de Bankass après l'attaque du poste de gendarmerie. Entretiens de Crisis Group, experts sécuritaires, responsables d'ONG et membres de la Minusma basés dans la région de Mopti, Sévaré, mars 2016.

⁵³ La première a eu lieu le 10 mai 2015 près de Ténenkou. Le 29 mai 2016, une mine a décimé un convoi de la Minusma près de Sévaré, provoquant la mort de cinq casques bleus togolais.

⁵⁴ Son nom complet serait Mohamed Alhassane Ahmadoun Barry ou Ahmadoun Diallo, selon les sources. Il aurait une soixantaine d'années et aurait grandi à Sirakoro d'un père lui-même originaire du village de Kouffa dans la région de Niafunké dans le centre du pays. Document confidentiel d'un service de sécurité national, septembre 2015. Entretiens de Crisis Group, responsables musulmans ayant fréquenté Kouffa, Mopti et Sévaré, octobre 2015 et mars 2016.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires peul du Méma et du Macina, Bamako, février 2015 et Mopti, octobre 2015 et mars 2016. Le président malien Amadou Toumani Touré (ATT), informé

prédication né au Pakistan et localement connu sous le nom de Dawa.⁵⁶ Il en devient le chef spirituel pour la région de Mopti, s'aliénant les familles maraboutiques et quelques compagnons de route qui critiquent dès lors ses choix radicaux.

Au moment de la crise de 2012, son groupe de fidèles périlait.⁵⁷ Il aurait alors rejoint Tombouctou pour soutenir Ansar Eddine.⁵⁸ On l'aurait vu galvaniser la population de Konna lors de l'offensive des groupes armés mais on perd sa trace au moment des frappes françaises. Son nom réapparaît en janvier 2015 lorsque sont établis ses liens avec le FLM, le mouvement auquel on attribue la plupart des attaques armées dans le Macina.⁵⁹

Contrairement aux groupes armés du Nord du Mali, le FLM n'a aucune chaîne de commandement militaire ou politique connue.⁶⁰ Les groupes armés qui occupent temporairement les villes du centre et y organisent des prêches ne se réclament d'ailleurs d'aucun groupe particulier. Les tracts distribués ou affichés dans les mosquées de la région de Mopti ne sont pas signés par le FLM mais par Ansar Eddine, ou sont établis au nom de la Dîna, théocratie peul datant du 19^{ème} siècle.⁶¹ La seule vidéo postée sur Internet par un groupe actif au centre du Mali, qui date du 18 mai 2016, est aussi signée par la « Katibat Macina » d'Ansar Eddine.⁶² Le FLM, s'il existe réellement, revendique peu ses actions en dehors des deux grands coups d'éclat que sont

des critiques qui lui étaient directement adressées, aurait renoncé à le faire arrêter pour éviter d'en faire un « martyr ». Entretien de Crisis Group, haut cadre originaire du Macina, Bamako, mars 2016.

⁵⁶ Au Mali, ce mouvement s'est implanté en particulier dans la région de Kidal et aurait été animé par Iyad ag Ghaly, devenu depuis le dirigeant d'Ansar Eddine. Voir David Gutelius, « Islam in Northern Mali and the War on Terror », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, no. 1, 2007. Des sources consultées par Crisis Group mettent en garde contre l'identification abusive de la Dawa au réseau de Kouffa ou d'Iyad ag Ghaly : « les adeptes de la Dawa ne s'identifient pas complètement à Kouffa, ils ont leur propre réseau ». Entretiens de Crisis Group, ancien membre de la Dawa originaire de Nampala et responsables religieux de la région de Mopti, Bamako, février 2015, Sévaré et Mopti, mars 2016.

⁵⁷ Entretien de Crisis Group, responsable religieux d'origine peul, Bamako, février 2015. En décembre 2009, l'ambassade américaine à Bamako estimait que le recrutement de la Dawa au Mali restait faible. « Dawa meeting in Kidal not much to talk about », câble de l'ambassade américaine à Bamako, 21 décembre 2009, révélé par WikiLeaks, https://www.wikileaks.org/plusd/cables/09BAMAKO822_a.html.

⁵⁸ En 2012, lors de négociations concernant des soldats maliens détenus par Ansar Eddine, Iyad ag Ghaly aurait accepté, en vertu du droit islamique, leur libération à condition de les remettre à Hammadoun Kouffa, qu'il considérait comme un bon musulman, et non à la délégation du Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) avec laquelle il était en pourparlers. En janvier 2013, Kouffa a été vu au côté des combattants d'Ansar Eddine à Konna lors de leur offensive sur le centre du Mali. Il a conduit la prière et harangué les habitants de la ville en leur annonçant l'arrivée des « temps nouveaux ». Entretiens de Crisis Group, cadre peul de la région de Mopti originaire de Konna, Bamako, février 2016.

⁵⁹ B. Daou, « Attaques de Ténenkou : l'ombre de Hammadoun Kouffa avec un Mouvement de Libération du Macina plane », *Le Républicain*, 23 janvier 2015.

⁶⁰ Plusieurs individus ont été faussement présentés par les forces de sécurité ou les médias comme des lieutenants de Kouffa. Entretiens de Crisis Group, officier de sécurité à Mopti, fonctionnaire du ministère malien de la Sécurité, Bamako, mars 2016.

⁶¹ Sur Ansar Eddine, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°189, *Mali : éviter l'escalade*, 18 juillet 2012. Il est intéressant de noter qu'Iyad ag Ghaly, le dirigeant d'Ansar Eddine, fait référence aux combattants du centre du Mali dans un message audio de 2015 sans mentionner le FLM mais en encourageant « les lions du Macina et de Douentza ». Enregistrement audio de Iyad ag Ghaly, 19 octobre 2015 (traduction Crisis Group). Sur l'histoire de la Dîna du Macina, voir Ahmadou Hampâté Bâ et Jacques Daget, *L'empire peul du Macina, 1818-1853* (Paris, 1962).

⁶² « First Video of Katibat Macina », message de la Jamaat Ansar Eddine, Jihadology (jihadology.net), 18 mai 2016.

les attaques d'un hôtel à Sévaré en août 2015 et de l'hôtel Radisson à Bamako en novembre 2015.⁶³ Enfin, il n'est pas clairement établi que Kouffa ait survécu aux bombardements français à Konna en janvier 2013.⁶⁴ Vivant ou non, ses prêches continuent cependant de circuler et d'être écoutés.

On sait très peu de chose des gens qui se sont ralliés à Kouffa ou se battent en son nom.⁶⁵ Son réseau attirerait surtout des individus issus des classes sociales défavorisées et des Peul des zones exondées séduits par sa critique des détenteurs traditionnels des droits fonciers dans le delta du Niger. Le financement du mouvement apparaît essentiellement local, beaucoup moins lié aux grands trafics que celui des mouvements armés du Nord, par exemple.⁶⁶

Plusieurs sources locales doutent aujourd'hui de l'existence du FLM ou refusent de lui attribuer la paternité de l'ensemble des violences qui frappent le centre du pays depuis le début de l'année 2015.⁶⁷ Il est clair qu'aucun groupe ne peut être tenu pour responsable de toutes les attaques contre l'Etat et ses alliés. Les différentes entités impliquées ne sont pas non plus clairement unifiées dans un mouvement doté d'un agenda commun. L'appellation Front de libération du Macina, popularisée par les médias, reflète mal une nébuleuse faite de petits groupes inégalement structurés.⁶⁸ Le label FLM simplifie une violence armée aux racines complexes et générée par de multiples protagonistes.

⁶³ En août 2015, Ali Hamma, un ancien combattant proche de Belmokhtar, l'un des principaux dirigeants jihadistes de la sous-région, émire du groupe al-Morabitoune créé en août 2013, revendique auprès du bureau de l'AFP à Bamako l'attaque de Sévaré en précisant que « le cheikh Hamadou Kouffa a aussi donné sa bénédiction pour l'attaque ». Le même jour, Al Jazeera reçoit une revendication de la même attaque, cette fois par al-Morabitoune. « Attaque de Sévaré : les explications d'un lieutenant d'Amadou Kouffa », *L'indicateur du Renouveau*, 12 août 2015 ; « Un deuxième groupe djihadiste revendique l'attaque à Bamako », *Le Monde*, 20 novembre 2015.

⁶⁴ Il n'a pas fait circuler de vidéo récente même si des enregistrements sonores en fulfuldé datés de 2015 lui sont attribués par des personnes interrogées par Crisis Group. Entretien de Crisis Group, cadre originaire du Macina, Bamako, mars 2016.

⁶⁵ Selon la Direction générale de la sécurité d'Etat (DGSE) malienne, un Peul nommé Hassan Dicko et surnommé « Abou Leila » ferait le lien entre les groupes armés du centre et du sud Mali. Considéré comme le bras droit d'Hamadou Kouffa, il a été arrêté le 5 septembre 2015. Document confidentiel des services de sécurité maliens remis à Crisis Group, Bamako, 2015.

⁶⁶ Le mouvement ne prélève pas de taxe sur la population mais il semble que des éleveurs et des commerçants sympathisant apportent une aide financière. Des responsables peul, y compris un imam réputé proche de Kouffa et un ancien membre du Mujao, ont fait ensemble le pèlerinage à la Mecque en 2015. Cette année-là, beaucoup d'autres cadres peul ont fait le déplacement avec l'aide financière de la diaspora peul établie en Arabie saoudite. Entretiens de Crisis Group, cadres peul, individu originaire du cercle de Douentza, cadre du ministère de l'Intérieur, Bamako, mars 2016.

⁶⁷ Un fonctionnaire peul originaire de Mopti parle du « front imaginaire de libération du Macina ». Un directeur d'ONG originaire de la même région déclare : « Nous, les Peul, nous ne reconnaissons pas l'existence d'un front de libération du Macina ». Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire d'origine peul, Bamako, mars 2016 ; directeur d'ONG d'origine peul, Mopti, mars 2016.

⁶⁸ Selon les recherches de Crisis Group, l'existence de ce groupe a été rapportée le 16 janvier 2015 par un journal en langue arabe, hébergé par le site h-Azawad, qui a cessé de fonctionner au milieu de l'année 2015. L'information a été relayée par d'autres journaux comme *Jeune Afrique* puis par la presse malienne. Les journalistes maliens sont les premiers à évoquer Hamadou Kouffa comme le dirigeant d'un mouvement responsable des attaques. Selon la presse, les assaillants de Ténenkou avaient sur eux des prêches de Kouffa. « Mali : au Nord, la mosaïque des acteurs complique la crise », *Jeune Afrique*, 16 janvier 2015 ; « Attaques de Ténenkou : l'ombre de Hammadoun Kouffa avec un mouvement de Libération du Macina plane », op. cit.

B. Une juxtaposition de groupes armés

Plutôt qu'une organisation unique, des sources sécuritaires évoquent l'existence de plusieurs groupes prenant l'Etat pour cible. Leurs agendas ne sont pas nécessairement coordonnés même s'ils sont en contact les uns avec les autres.⁶⁹ Les attaques contre les villes du centre au début de l'année 2015 seraient ainsi l'œuvre d'un premier groupe, issu d'Ansar Eddine et constitué dans la zone frontalière entre la Mauritanie et le Mali. Il comprendrait des combattants peul et tamasheq, dont certains officiers proches d'Iyad ag Ghali.⁷⁰ Il projetait de mener une série d'opérations destinées à impressionner les populations et à terrifier les autorités, probablement pour faciliter l'implantation d'un nouveau mouvement recrutant localement.⁷¹ Ce premier groupe se serait depuis retiré vers la zone frontalière (se dispersant peut-être entre plusieurs destinations, comme Léré, les camps de réfugiés maliens de Mauritanie et la forêt du Wagadou). Il pourrait être en train de se réactiver sous le nom de Katibat Macina d'Ansar Eddine et a diffusé une première vidéo en mai 2016.

Un deuxième groupe s'est constitué dans le sillage des attaques de février 2015. Principalement actif dans les cercles de Ténenkou et Youwarou, il compte dans ses rangs des recrues locales plus récentes même si certaines avaient probablement rejoint le Mujao ou Ansar Eddine pendant la crise de 2012. Moins armé et rompu aux tactiques de guerre que le premier groupe, il n'est pas encore parvenu à s'emparer des villes défendues par l'armée.⁷² Il se montre plutôt actif dans les campagnes, y diffusant ses messages auprès des populations, pourchassant les informateurs de l'Etat et les convois des forces de sécurité.

Plus à l'est se trouve un groupe similaire, dont certains membres avaient rejoint le Mujao pendant la crise de 2012 et qui se développe dans le cercle de Douentza, dans une moindre mesure dans celui de Bankass, et déborde occasionnellement sur le territoire burkinabé, en particulier dans les régions du Nord et du Sahel. Il est essentiellement constitué de Peul nomades, à savoir des Seedoobe (du Mali), des Djelgobe (venus du Burkina Faso) et surtout des Toleebe (venus du Niger). Ce groupe entretient des liens avec ceux du Macina et de la zone frontalière avec la Mauritanie, dont il est néanmoins difficile de déterminer l'importance et la solidité.⁷³

Les sources militaires estimaient en 2015 les effectifs de chacun de ces groupes, dont le degré de coordination demeure incertain,⁷⁴ à quelques dizaines d'individus.

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, experts de la sécurité, Bamako et Sévaré, octobre 2015 et mars 2016.

⁷⁰ Un natif de Nampala témoigne de la présence de « peaux claires » et « noires » parmi les assaillants dont certains parlaient le fulfuldé. Entretien de Crisis Group, individu originaire de Nampala, Bamako, février 2015.

⁷¹ Il faut d'ailleurs noter que la ville de Nampala avait fait l'objet d'une attaque similaire en 2009, qui avait provoqué la mort de seize militaires maliens. L'attaque avait été revendiquée par la rébellion organisée par Ibrahim ag Bahanga. Cependant, des sources locales évoquent des assaillants liés à al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), alors très présent dans la région frontalière. Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, Bamako, février 2015.

⁷² « Ce sont des gens qui ont jeté le bâton et pris l'arme. Ce ne sont pas des professionnels ». Entretien de Crisis Group, responsable d'ONG originaire de la région de Mopti, Sévaré, mars 2016.

⁷³ Certaines sources évoquent même la possibilité qu'ils soient autant en contact avec le groupe du Macina qu'avec un bataillon (qatiba) d'AQMI qui circule dans le Gourma. Entretien de Crisis Group, expert de la sécurité, Sévaré, mars 2016.

⁷⁴ Ces groupes circulent d'est en ouest, entre Méma, Farimaké, Macina et Hayre. Hamadoun Kouffa, relativement célèbre dans le Macina et dans une moindre mesure dans le Méma, est cependant moins connu dans la région du Hayre. Entretiens de Crisis Group, nomades du cercle de Douentza, Bamako, février 2015 et mars 2016.

Selon des sources sécuritaires locales et françaises, ils seraient entre 150 et 200 hommes au total, équipés de moyens militaires assez rudimentaires : kalachnikovs, lance-grenades, motos pour se déplacer, quelques véhicules 4x4 avec mitrailleuses lourdes volés aux Forces armées et de sécurité du Mali (FAMA), et des capacités de poser des mines ou des engins explosifs improvisés.⁷⁵ Rien à voir donc avec les colonnes de véhicules 4x4 montés de mitrailleuses, de mortiers et de fusils de précision couramment utilisés au Nord. Cette différence s'explique par le fait que dans le Nord, on observe une socialisation guerrière plus forte et ancienne et des appareils militaires financés par des trafics, disposant d'un meilleur accès aux marchés des armes notamment libyen ou aux stocks d'armes volés à l'armée malienne en 2012.

C. *Des violences aux logiques plurielles*

Les violences qui frappent le Mali central ne sont pas le fait des seuls mouvements s'inspirant du jihad, mais sont également liées à des conflits locaux. La lutte antiterroriste ne saurait donc être le seul élément de réponse à une violence aux logiques plurielles.

Le banditisme armé est à l'origine d'un grand nombre d'incidents, notamment des attaques de foires ou de marchés, abusivement attribuées aux groupes jihadistes.⁷⁶ Ces derniers et des bandes armées occupent les mêmes territoires. Ils ont sans doute des contacts, voire peut-être des liens de partenariat, mais ne se confondent pas.⁷⁷ Les bandits armés ont un statut ambigu au sein de la société locale : certaines communautés y voient des remparts contre les abus de l'Etat ou contre des communautés rivales, d'autres les dénoncent comme de simples prédateurs.⁷⁸

Au-delà du banditisme, des règlements de compte participent à un état grandissant d'insécurité. Ainsi, le harcèlement d'agents de l'Etat et parfois leur assassinat serait, dans certains cas, moins le fait des jihadistes que d'acteurs locaux cherchant ainsi à se venger des exactions commises par les « porteurs d'uniforme ».⁷⁹ Ces actes

⁷⁵ Document confidentiel d'un service de sécurité national, septembre 2015. Entretiens de Crisis Group, journaliste et officier supérieur français, Paris, août 2015.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, expert de la sécurité, Sévaré, mars 2016.

⁷⁷ Dans le Méma et le Farimaké, des groupes de Ntérére qui avaient rejoint le MNLA en 2012 se sont opportunément ralliés au Mujao après que ce dernier ait défait le premier à Gao. Il est difficile aujourd'hui de savoir ce qu'il reste de ces liens mais plusieurs sources sécuritaires évoquent des contacts entre ces groupes de bandits et des éléments jihadistes, voir même un possible partage des rôles. Entretiens de Crisis Group, membre de la Minusma, Sévaré, octobre 2015 ; expert de la sécurité, Sévaré, mars 2016.

⁷⁸ Ils ont la réputation d'être des « bandits sociaux », au sens donné à cette expression par l'historien E.J. Hobsbawm. Ainsi des « hommes en armes » comme les frères Hima dans le cercle de Douentza ou Hama Foune Diallo originaire du Macina ont tantôt la réputation d'être des bandits tantôt des défenseurs de leur communauté. Entretiens de Crisis Group, notables, éleveurs et fonctionnaires d'origine peul, Bamako et Sévaré, octobre 2015 et mars 2016. E.J. Hobsbawm, *Social Bandits and Primitive Rebels: Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries* (Manchester, 1959).

⁷⁹ En Afrique de l'Ouest, on désigne sous ce vocable les membres des forces de sécurité. Assassinat de garde forestier le 6 avril à Diafarabe, d'un informateur d'un agent des eaux et forêts le 9 mars 2016 à Mbesso, à 5 kilomètres au sud de Diabaly, etc. Dans chaque cas, il est difficile de savoir s'il s'agit de vengeances locales ou d'actes commis par des groupes radicaux pour chasser l'Etat. Liste des incidents sécuritaires dans la région de Mopti depuis 2015, document confidentiel malien transmis à Crisis Group.

révèlent un désir local de chasser l'Etat qui converge volontairement ou non avec l'agenda des éléments jihadistes. Il est d'ailleurs difficile de distinguer ce qui relève du règlement de compte local de ce qui constitue un acte « jihadiste ».⁸⁰

Certaines actions violentes ne sont cependant ni actes de banditisme, ni règlements de comptes. La destruction des mausolées d'Hamdallaye le 3 mai 2015 ou la tenue de prêches hostiles aux autorités et aux étrangers dénotent un agenda plus nettement jihadiste.⁸¹ Dans les villages qu'ils traversent, les partisans de Kouffa appellent à fermer les écoles françaises, voiler les femmes et imposer le port du pantalon court pour les hommes.⁸² Dans le Hayre mais aussi autour de Ténenkou, des groupes similaires proscrivent les célébrations qui entourent les grandes cérémonies sociales, notamment les mariages dispendieux. Là encore, le discours n'est jamais exclusivement religieux. Ses dimensions sociale, politique et économique attirent la sympathie locale.⁸³

Les critiques de Kouffa contre les grandes familles maraboutiques, également détentrices de droits fonciers, peuvent séduire une partie de la jeunesse ou des catégories peu éduquées de la société, mêmes si ces familles restent très respectées.⁸⁴ La contestation des Dioko, droits coutumiers d'exploitation des ressources naturelles, portée par Kouffa, est par exemple mise à profit par des groupes économiquement marginalisés.⁸⁵ Le discours religieux radical résonne ainsi avec une contestation plus ancienne des ordres politiques et sociaux locaux. De manière générale, les préoccupations locales sont utilisées pour justifier l'appel au jihad. Mais d'un terroir à

⁸⁰ Entretien de Crisis Group avec un travailleur humanitaire actif à Ténenkou, Sévaré, novembre 2015. Selon d'autres sources, les combattants réunis autour de Kouffa participeraient à des règlements de compte locaux visant des civils. « C'est après l'attaque de Dioura qu'on a soupçonné les gens de la Dawa. Peu après cette attaque, les assaillants sont allés à Sikéré Tielo, un petit hameau d'agriculteurs. Ils ont abattu quelqu'un qui avait eu un différend avec une personne de la Dawa. L'affaire avait été amenée à la Mairie de Dioura qui aurait demandé une amende de 500 000 FCFA (environ 750 euros). Or Kouffa était le responsable de la Dawa dans cette zone ». Entretien de Crisis Group, individu originaire de Nampala, Bamako, février 2015.

⁸¹ Dans un enregistrement sonore qui lui est attribué, Kouffa appellerait à chasser les forces de sécurité maliennes (« les gros souliers »), leurs informateurs locaux mais aussi leurs alliés internationaux. Entretien de Crisis Group, officier supérieur malien, Bamako, mars 2016.

⁸² Selon d'autres sources, ils interdisent également la noix de kola et le tabac. Ils font référence à l'histoire régionale, soulignant ainsi que « le temps de l'idolâtrie avant la théocratie du Macina est fini ». Ils opèrent cependant une relecture de ce passé, prestigieux pour les populations peul du centre. Kouffa critique avec véhémence les grandes familles maraboutiques dépositaires de l'héritage de Cheikou Amadou, le fondateur de la Dîna. Par ailleurs, on attribue aux partisans de Kouffa la destruction de plusieurs mausolées de grandes personnalités de l'histoire de la Dîna, dont celui de Cheikou Amadou lui-même. Un geste que certains cadres peul de Bamako jugent impardonnable. Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires et responsables religieux peul, Bamako, Mopti et Sévaré, novembre 2015 et février 2016.

⁸³ Il s'inscrit en cela dans une tendance plus large des discours religieux à refléter les préoccupations sociales et politiques des Maliens. Voir Benjamin Soares, « Islam in Mali in the Neoliberal Era », *African Affairs*, vol. 105, no. 418 (2005).

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group, élus, membres de la société civile et responsables religieux peul, Bamako, Mopti et Sévaré, novembre 2015 et février 2016.

⁸⁵ L'assassinat du maire de Dogo est un exemple. L'enquête est en cours mais ce meurtre semble lié à un conflit entre deux groupes peul pour l'accès aux pâturages. Dans cette lutte, les partisans de Kouffa sont venus appuyer le camp constitué de Peul tioki (transhumants) qui conteste les droits fonciers détenus par un autre groupe peul sédentarisé dans le Macina. Entretiens de Crisis Group, membres des deux communautés en conflit à Dogo et dans la commune du Diallube, Sévaré et Mopti, octobre 2015 et mars 2016.

l'autre, les enjeux sont différents et il n'y a pas forcément d'intérêt à mener une lutte commune. Et au niveau de l'individu, il est difficile de dire quand la préoccupation du jihad l'emporte sur des préoccupations plus locales.

V. Sécuriser le centre : opérations militaires, dialogue politique et groupes d'autodéfense

La réponse de l'Etat a jusqu'à présent été essentiellement sécuritaire. En dépit de quelques résultats, la violence continue à se répandre. Les communautés s'arment pour se défendre, avec le probable soutien d'une partie de l'appareil sécuritaire malien. Les milices armées se renforcent indéniablement et une importante vague de violences risque de déferler.

A. La réponse sécuritaire et ses limites

Après avoir subi des attaques en février 2015, les forces de sécurité ont renforcé leurs positions dans les principales villes du centre, en particulier Sévaré, Ténenkou et Douentza. Cela leur permet de mieux les tenir et d'éviter de nouvelles déconvenues. Elles restent cependant victimes de harcèlement dans les zones rurales. Pour y remédier, l'opération Seno a donné quelques résultats à l'automne 2015 dans le cercle de Bankass.⁸⁶ Mais ce type d'intervention vise à contenir l'expansion des groupes armés plutôt qu'à agir sur les sources de l'insécurité.⁸⁷ A l'instar de Seno, les opérations de ratissage organisées par les FAMA conduisent à des arrestations ; effectuées sur la base de dénonciations, elles sont parfois abusives. Cela génère des tensions avec la population et des abus graves ont été signalés.⁸⁸

Les partenaires militaires du Mali sont peu présents dans le centre. La Minusma dispose d'une présence limitée mais son nouveau mandat, voté le 29 juin 2016, prévoit de la renforcer.⁸⁹ Le risque est cependant de reproduire la situation qui prévaut à Gao ou Kidal, c'est-à-dire une force plus importante mais recroquevillée sur sa propre protection, installée dans une forteresse en milieu urbain mais incapable de restaurer la sécurité dans les espaces ruraux délaissés.

⁸⁶ L'opération Seno a été montée après des incidents ayant visé des notables de groupes sédentaires dogon de la région de Bankass. Bien que disposant d'un effectif réduit (équivalent d'une compagnie), les FAMA ont accroché et repoussé un groupe armé supposé proche du FLM. L'accrochage a eu lieu dans la forêt de Tiébenda, près de la frontière avec le Burkina Faso, où les islamistes tentaient d'installer une base. Entretiens de Crisis Group, membre des forces de sécurité maliennes, chercheur spécialiste du centre du Mali et membre de la Minusma, Sévaré, février 2016.

⁸⁷ Entretien de Crisis Group, membre des forces de sécurité maliennes, Sévaré, février 2016.

⁸⁸ Les avis divergent sur les brutalités commises par les FAMA : certains les jugent inévitables étant donné le manque de moyens et soulignent qu'elles sont moindres aujourd'hui qu'en 2013 ; d'autres estiment que les exactions et les disparitions de suspects sont encore trop nombreuses. Entretiens de Crisis Group, experts de la sécurité, membres des FAMA et cadres peul, Bamako et Sévaré, février 2016. Voir aussi : "Mali : les abus s'étendent dans le sud du pays", Human Right Watch, 19 février 2016.

⁸⁹ « Rapport du Secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali », CSNU S/2016/498, 31 mai 2016, p.17. Dans la région de Mopti, la Minusma ne déploie qu'une unité de police à Sévaré et trois compagnies d'infanterie de l'armée togolaise à Douentza, à plus de 150 kilomètres (par la route) au nord-est de Mopti. « Rapport du secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali », CSNU S/2016/281, 28 mars 2016. Le 29 juin 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2295, augmentant le nombre des militaires de la Minusma de 2 049 (passant d'un total de 11 240 à 13 289 soldats déployés) et le nombre de policiers de 480 (de 1 440 à 1 920), et exigeant que la soit plus robuste et préventive. A la suite de l'examen stratégique de la Minusma, conduit par le Secrétariat de l'ONU, cette résolution demande aussi que la priorité stratégique de la mission soit la mise en œuvre concrète de l'accord de la paix, en particulier le rétablissement de l'autorité de l'Etat. « Résolution 2295 (2016) des Nations unies », CSNU S/RES/2295, 29 juin 2016.

De son côté, l'opération Barkhane n'est pas déployée dans la zone, même si ses soldats interviennent en appui des forces maliennes lors de quelques opérations conjointes.⁹⁰ Ainsi, ils n'ont pas prêté main forte à l'opération Seno, considérée comme un test pour une armée malienne en recomposition. Plus récemment, quand les heurts avec les groupes armés risquaient de se faire plus intenses, comme dans le cercle de Douentza ou à la frontière mauritanienne, elle a apporté un soutien opérationnel ponctuel. Du 22 février au 6 mars 2016, l'opération Gabi a ainsi mobilisé forces maliennes, burkinabé et françaises.⁹¹ Les résultats ont été limités : les groupes armés ont évité les combats et se sont cachés le temps des ratissages.⁹² Les groupes armés du centre, moins structurés que les groupes politico-militaires du Nord, évitent souvent la confrontation directe. Les FAMA et leurs alliés ne parviennent pas à agir efficacement contre cette menace diffuse.

B. Une zone négligée par les négociations d'Alger

Le processus de paix a laissé de côté le centre du Mali. Comme le résume un participant aux négociations intermaliennes qui ont eu lieu entre juin 2014 et février 2015 dans la capitale algérienne, « les Peul du centre ont été très peu vus à Alger ».⁹³ Aucun des mouvements armés n'avait de représentants d'importance originaires de cette zone.⁹⁴ Certaines personnalités de la zone ont approché la Minusma pour négocier une intégration officielle de leur groupe dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).⁹⁵ Leur faible représentation au sein des mouvements armés signataires des accords de Ouagadougou (2013) puis de Bamako (2015) les a tenus à l'écart du processus de paix.⁹⁶

L'accord de paix signé en juin 2015 à Bamako est consacré aux régions du Nord et ne contient que de rares références au centre.⁹⁷ Beaucoup de personnalités du centre, en particulier les Peul, ont le sentiment que l'histoire se répète : la paix s'écrit sans eux sinon contre eux. Beaucoup sont convaincus que « pour être écouté, il faut des armes ». Pour certains, le réseau armé qui soutient Kouffa émerge précisément parce

⁹⁰ Lancée le 1^{er} août 2014 pour relayer l'opération Serval contre les groupes armés terroristes au Mali, la force militaire française Barkhane a pour objectif de poursuivre cette lutte dans un cadre plus régional et d'en favoriser l'appropriation par les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne.

⁹¹ « Les armées maliennes et burkinabé font patrouille commune à leur frontière », *Le Monde*, 6 mars 2016.

⁹² Entretien de Crisis Group, membre de la force Barkhane, Bamako, mars 2016.

⁹³ Entretien de Crisis Group, ancien membre de l'équipe de médiation de la Minusma, Bamako, février 2016.

⁹⁴ Des rencontres ont eu lieu entre Tabital Pulaaku et le Ganda Izo, un groupe armé recrutant surtout parmi les Peul de la région de Gao. Elles n'ont pas débouché sur une alliance durable, les Peul de la région de Gao restant mal représentés au sein de Tabital. Entretiens de Crisis Group, membres de Tabital Pulaaku, Bamako, février 2015.

⁹⁵ Dès le mois de décembre 2013, un cadre peul originaire de la région de Mopti a approché la cellule DDR de la Minusma avec une liste d'une vingtaine de combattants à démobiliser. Soupçonné de vouloir profiter des fonds du processus DDR, il a été renvoyé vers les groupes signataires de l'accord de Ouagadougou, alors seuls interlocuteurs reconnus pour le processus de désarmement. Entretien de Crisis Group, ancien membre de la Minusma, Bamako, février 2016.

⁹⁶ La sous-représentation des groupes armés du centre reflète aussi leur manque de moyens et de forces militaires. Entretien de Crisis Group, ancien membre de la Minusma, Bamako, février 2016.

⁹⁷ Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 20 juin 2015.

qu'il n'y avait pas de groupe armé localement constitué pour mettre la zone au centre de l'attention. Dans ce contexte, les appels à la constitution de groupes d'autodéfense se multiplient.

C. *La tentation milicienne*

La tentation du recours aux armes existe parmi les populations nomades du centre du Mali depuis plusieurs années.⁹⁸ Pendant l'occupation en 2012, l'absence de l'Etat et l'insécurité ont accéléré cette dynamique. A Bamako, quelques cadres proches de l'Etat ont alors soutenu l'idée d'armer et d'encadrer des groupes d'autodéfense locaux.⁹⁹ Les autorités de transition étaient réticentes parce qu'elles manquaient déjà d'équipement pour l'armée régulière mais aussi parce qu'elles craignaient de perdre le contrôle de ces groupes.¹⁰⁰

Tandis que le retour des agents civils de l'Etat dans le centre est le plus souvent théorique, l'insécurité persistante ravive aujourd'hui le désir de certaines communautés de former des groupes d'autodéfense. Dans le Macina, les chefs de village peul se sont réunis dès 2013 pour lever des fonds, mobiliser les jeunes et sensibiliser à l'idée les cadres de Bamako, afin d'obtenir le soutien de l'Etat.¹⁰¹ Une médiation de la Minusma les a réunis à Bamako et a contribué en mai 2014 à réduire provisoirement les tensions sans résoudre la question de la sécurité locale.¹⁰² En mai 2015, une délégation de chefs de villages s'est rendue une nouvelle fois à Bamako pour exiger la « sécurisation des personnes et de leurs biens dans le Delta central du Niger ». Ils ont publiquement soutenu la création de brigades locales d'autodéfense. Des réunions ont relayé ce message dans le centre. Certains notables, inquiets de voir ce désir d'armement aggraver les tensions locales et nourrir la contestation des hiérarchies en place, se sont montrés sceptiques.¹⁰³

Quelques officiers et hommes politiques maliens sont favorables à la constitution de groupes d'autodéfense dans le centre du pays.¹⁰⁴ Les forces de sécurité sont divisées sur l'intérêt d'avoir des groupes paramilitaires comme relais locaux de leurs opérations.¹⁰⁵ De son côté, la Minusma n'est pas certaine de la capacité des élites du centre, en particulier des cadres peul de l'association Tabital Pulaaku, à s'entendre autour d'un projet commun de sécurisation du centre. Elle doute aussi de leur représentativité et de leur faculté à mobiliser des troupes qui leur font jusqu'à présent dé-

⁹⁸ Certains cadres peul rencontrés rejettent cependant l'idée du recours aux armes ou à une hypothétique armée peul que d'autres appellent de leurs vœux. Entretiens de Crisis Group, cadres, responsable religieux et commerçants peul, Bamako et Sévaré, novembre 2015 et février 2016.

⁹⁹ Djiguiba Keita, « Après Tenenkou, l'Etat va-t-il abandonner Macina ? », Maliweb (www.maliweb.net), 20 janvier 2016.

¹⁰⁰ Entretiens de Crisis Group, cadre peul et chef nomade originaire de Douentza, Bamako, février 2015 et février 2016.

¹⁰¹ Entretiens de Crisis Group, cadres peul, Bamako et Sévaré, février 2016.

¹⁰² Entretien téléphonique de Crisis Group, ancien membre de la Minusma, mars 2016.

¹⁰³ Une réunion s'est ainsi tenue ainsi à Bony (cercle de Douentza, à environ 100 kilomètres au nord-est de Mopti) dès août 2014, mais l'idée de constituer des groupes d'autodéfense heurte alors les élites peul de la ville qui encouragent au contraire le désarmement des Peul nomades Seedoobe avec lesquels ils sont en concurrence. Entretiens de Crisis Group, cadre peul et chercheur, Bamako, février 2016.

¹⁰⁴ Entretiens de Crisis Group, cadres, responsable religieux et commerçants peul, Bamako et Sévaré, novembre 2015 et février 2016.

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, membres des FAMA et cadre du ministère de la Sécurité, Bamako et Sévaré, février 2016.

faut. Comme le résume un membre de la Minusma, « les Peul n'ont pas trouvé leur Gamou », du nom du général malien perçu comme le principal défenseur de la cause des Touareg Imrad du Mali.¹⁰⁶

Les cadres originaires du centre ne partagent ni le même agenda, ni la même vision pour former un groupe d'autodéfense unifié. Pour certains, ces derniers peuvent surtout permettre de pallier l'incapacité des FAMA à sécuriser la zone : ils iraient là où les forces de la République ne vont pas par manque de moyens. D'autres cherchent à utiliser ces groupes pour se constituer une clientèle politique locale ou capter les ressources de l'aide (DDR, financement de la paix). Pour d'autres enfin, le combat est de plus long terme : il s'agit de permettre aux communautés peul du centre de faire front commun et d'instaurer un rapport de force pour retrouver leur place dans la mosaïque malienne.¹⁰⁷ Ces agendas ne sont pas nécessairement contradictoires mais ils ne servent pas les mêmes intérêts et ne partagent pas une même vision de la sécurité locale. De manière inquiétante, même les éléments les plus pacifiques paraissent aujourd'hui résignés au développement de groupes d'autodéfense pour endiguer les violences.¹⁰⁸

Confronté à l'extension progressive des zones d'insécurité au centre, l'Etat hésite sur la réponse. Début 2016, des cadres peul de Bamako ont servi d'intermédiaires lors de rencontres entre des hauts responsables gouvernementaux et des cadres politico-militaires à la tête de petits groupes armés actifs au centre du pays.¹⁰⁹ Peu après, la presse malienne a annoncé, avec l'exagération dont elle fait parfois preuve, « que plusieurs centaines d'éléments » du FLM étaient en passe d'intégrer le processus de DDR.¹¹⁰ Des listes de combattants ont été produites et centralisées par des cadres de Bamako qui ont rencontré la Minusma en février et mars 2016. Des négociations ont également eu lieu pour que ces groupes du centre puissent se rallier à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) ou la Plateforme, les deux coalitions de groupes armés ayant signé l'accord de paix avec le gouvernement en 2015, et bénéficier ainsi du processus de DDR encadré par la Minusma. Le contrôle de ces groupes et la question de leur affiliation génèrent cependant des tensions inquiétantes.¹¹¹

¹⁰⁶ Entretien de Crisis Group, membre de la Minusma, février 2016.

¹⁰⁷ « Il faut rétablir le rapport de force et, dès lors, on n'aura pas besoin d'intermédiaires pour se protéger. Aucun Tamasheq ne nous respectera sinon ». Entretien de Crisis Group, cadre peul, Bamako, novembre 2015.

¹⁰⁸ Courriel de Crisis Group, intellectuel malien d'origine peul, mai 2016.

¹⁰⁹ « Sous l'impulsion de certains membres de Tabital Pulaaku, un Conseil national de Sécurité dirigé par Modibo Sidibé, ex-gouverneur de la région de Ségou, a été mis en place pour identifier des Peul armés en vue de les insérer dans le processus de DDR. Cela sous-entend qu'après leur identification, ils seront cantonnés, désarmés et participeront à des patrouilles mixtes avec d'autres groupes armés ». Page Facebook de l'association Kisal. Les autorités maliennes auraient remis de l'argent à quelques chefs politico-militaires peul du centre venus à Bamako pour les aider à « rassembler leurs groupes ». Entretiens de Crisis Group, cadre peul ayant participé à ces réunions et haut cadre de l'appareil sécuritaire, Bamako, février 2016.

¹¹⁰ Sékou Tamboura, « Situation sécuritaire dans le Macina et le Seno : 500 djihadistes d'Amadou Koufa rendent les armes », *L'Aube*, 7 mars 2016.

¹¹¹ En juin, un rassemblement de combattants peul proches du Ganda Izo, se préparant pour le DDR, aurait été attaqué dans la région du Gourma, à l'est de Douentza, par des éléments du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia) qui n'acceptaient pas leur présence ou cherchaient à les absorber dans ses rangs. Derrière cet affrontement dont le bilan reste inconnu, on devine des luttes pour contrôler les groupes armés du centre et capter les ressources du DDR. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membres du Ganda Izo, du Gatia et chercheur malien, juin 2016.

Il est peu probable que les éléments concernés soient les plus ardents militants du réseau Kouffa.¹¹² L'initiative peut cependant contribuer à assécher le recrutement des groupes radicaux et à en éloigner les éléments les plus opportunistes, responsables d'une partie des violences dans le centre.¹¹³ Mais elle porte en elle un risque de malentendu : certains y voient l'occasion d'étendre le DDR au centre et de procéder à des distributions de fonds susceptibles de racheter la paix locale ; d'autres y voient avec inquiétude une forme de reconnaissance qui va permettre à des milices de se constituer. A Mopti en janvier 2016, une réunion intercommunautaire soutenue par le ministère de la Réconciliation nationale relayait encore l'appel à « créer dans toutes les localités du pays des cellules de veille composées de jeunes et de chasseurs, ou, à défaut, créer dans les communes sensibles (accès difficile et délai d'intervention longs) des brigades de vigilance ».¹¹⁴

En mai 2016, des incidents violents entre groupes armés bambara et peul ont provoqué la mort d'au moins 30 personnes et la fuite de centaines de nomades vers les camps de réfugiés de Mauritanie.¹¹⁵ Des membres de l'appareil sécuritaire auraient contribué à l'armement de chasseurs traditionnels bambara pour prévenir une avancée des jihadistes au centre. Peu après, des éléments armés peul, réputés proches des jihadistes, se sont rassemblés près de la frontière entre la Mauritanie et le Mali, laissant craindre un renforcement de leur implantation locale. A Bamako, les autorités, inquiètes, relancent le projet de groupes d'autodéfense peuls distincts de groupes jihadistes pour couper court à l'attraction qu'exercent ces derniers sur les nomades peul.¹¹⁶ La montée des tensions actuelles cristallise la constitution de groupes armés plus ou moins contrôlés par les autorités.¹¹⁷

Faute de réponse à même d'apaiser ces tensions, le centre pourrait rapidement devenir le nouvel épiscentre des violences au Mali.¹¹⁸ Des éléments jihadistes profitent de ces troubles pour se rendre utiles à certaines communautés et mieux s'implanter. Cependant, l'origine des tensions réside moins dans la radicalisation supposée d'une communauté que dans le manque de légitimité de l'Etat et l'incapacité des autorités à réguler pacifiquement les conflits locaux pour garantir la sécurité de tous.

¹¹² Des militants proches de Kouffa auraient d'ailleurs proféré des menaces à l'égard des jeunes désireux de participer au DDR. Entretiens de Crisis Group, expert de la sécurité et cadre peul, Sévaré et Bamako, février 2016.

¹¹³ Page Facebook du ministère de la Réconciliation nationale, consulté en mars 2016.

¹¹⁴ Page Facebook du ministère de la Réconciliation nationale du Mali, message posté le 29 janvier 2016.

¹¹⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, expert en visite dans les camps de Mauritanie, juin 2016.

¹¹⁶ Courriel de Crisis Group, membre d'une association peul du Mali, mai 2016.

¹¹⁷ La création de l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice (ANSIPRJ), nouveau mouvement politico-militaire revendiquant la défense des populations peul, a été annoncée le 18 juin 2016. Il est dirigé par Oumar Al-djana, un jeune enseignant peul qui se revendique comme ancien membre du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL). Il faut remettre la création, encore largement théorique, d'un nouveau mouvement armé dans le contexte plus large d'une compétition entre élites peul pour constituer et diriger une formation armée les représentant. « Oumar Aldjana : 'Nous avons créé un mouvement pour mettre fin aux exactions contre les Peuls' », *Jeune Afrique*, 20 juin 2016.

¹¹⁸ Selon l'expression du chercheur malien Boukary Sangaré. « Le Centre du Mali : épiscentre du djihadisme ? », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 20 mai 2016.

VI. Au-delà du défi sécuritaire, un test pour les politiques de prévention et de gestion des crises

Des groupes affiliés aux mouvements terroristes existent déjà au centre du Mali, mais leur effectif reste encore faible et leur degré de coordination est indéterminé. Les politiques de lutte contre la radicalisation violente ne devraient pas se concentrer sur des opérations antiterroristes confiées aux seules forces de sécurité, dont les modes opératoires nourrissent d'ailleurs en partie le rejet de l'Etat. Elles devraient plutôt prendre en compte le contexte plus large qui nourrit la montée de cette violence armée et que le présent rapport a mis en exergue. Comme l'a récemment souligné Crisis Group, résoudre les conflits locaux permet de contenir l'extrémisme violent bien plus qu'endiguer l'extrémisme violent ne permet de résorber les crises locales.¹¹⁹

Sans les violences armées qui affectent à nouveau le Nord depuis 2012, il est peu probable que le ressentiment dans le centre du pays aurait débouché aussi vite sur des mobilisations politico-militaires. Les deux espaces sont incontestablement liés mais de profondes différences les distinguent aussi. Ainsi, la socialisation par le métier des armes et la criminalisation de l'économie, notamment le trafic de drogue, sont bien moins développées au centre. Les réponses à apporter ne sont donc pas les mêmes. Pour cette raison, le gouvernement malien devrait concevoir un plan spécial pour répondre aux problèmes et aux formes de violences spécifiques qui frappent le centre. Cela éviterait de perdre beaucoup d'énergie à essayer d'étendre au centre les bénéfices d'un accord de paix négocié pour et par les représentants d'autres régions.

A. L'objectif : un Etat à la reconquête de sa légitimité dans les territoires

Le risque de développement de la violence armée dans le centre du Mali résulte moins de l'action d'organisations terroristes que d'années de négligence de la part des autorités et de politiques perçues comme injustes. La priorité est donc pour l'Etat, avec l'aide de ses partenaires, de réinvestir ces territoires afin de se rapprocher positivement des populations qui y vivent. Il doit prendre conscience du niveau de rejet dont il fait l'objet parmi celles-ci, et reconstruire sa légitimité non pas en misant sur le retour d'une puissance publique répressive, partielle et autoritaire mais, bien au contraire, en jouant son rôle de régulateur, en garantissant l'accès aux services de base, et en étant présent y compris auprès des populations nomades.

Cela requiert que plusieurs chantiers, déjà ouverts, aboutissent : la justice, trop souvent corrompue et au service des puissants, doit retrouver une forme d'indépendance et d'autonomie face aux pouvoirs politiques et économiques. L'Etat doit garantir l'accès des populations aux services de base. Outre la justice et la sécurité, deux domaines d'intervention prioritaires, l'investissement de l'Etat est tout aussi nécessaire dans l'éducation et la gestion des ressources naturelles. Il devrait repenser sa présence auprès des populations, y compris les plus mobiles. Il est aujourd'hui essentiel, par exemple, de relancer les efforts pour la création d'écoles nomades.

En matière de sécurité, l'Etat doit rassurer les citoyens et restaurer l'ordre public. Comme le souligne Crisis Group, « la capacité des groupes jihadistes à offrir une protection [...] explique leur succès, bien plus que l'attrait des idéologies dont ils

¹¹⁹ Rapport spécial de Crisis Group, *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda*, 14 mars 2016. Version complète disponible en anglais seulement.

sont porteurs ».¹²⁰ L'Etat doit démontrer à nouveau sa capacité à protéger. Cela nécessite d'abord que les forces de sécurité retrouvent une crédibilité auprès des populations. Pour rompre le cycle de prédation dont les porteurs d'uniforme se rendent coupables, leur hiérarchie doit punir les abus de façon ostensible.

Par ailleurs, le chantier de la sécurité locale doit être ouvert au plus vite : les forces de sécurité maliennes sont actuellement trop peu nombreuses pour couvrir l'ensemble du territoire.¹²¹ Une police territoriale ou communale, financée par les régions ou les collectivités territoriales, devrait être mise en place.¹²² Elle permettrait d'assurer la sécurité là où les autres forces de l'ordre ne s'aventurent que rarement. Elle pourrait prendre en charge les affaires qui sont du ressort de la police. L'armée, qui n'a aucune capacité d'enquête, assure actuellement la sécurité, ce qui n'est pas son rôle.¹²³ De plus, recrutée localement, cette police territoriale favoriserait la réconciliation des populations avec les forces chargées d'assurer leur sécurité. Ses prérogatives et les procédures de recrutement de ses agents devraient être clairement définies. L'objectif est de créer des polices représentatives au service des populations et non des milices communales au service de certaines communautés ou groupes d'intérêt.

L'Etat doit enfin résorber les divisions entre les élites locales, en les encourageant à prendre part au jeu politique plutôt qu'à recourir aux armes pour régler différends et rivalités. Il faut éviter que la compétition politique génère la formation de milices armées, comme c'est le cas aujourd'hui dans le Nord. Par ailleurs, la stigmatisation de certaines élites nomades en raison de leur récente association avec des groupes comme le Mujao est contre-productive à long terme. Il faut éviter que certains, se sentant exclus, soient tentés de rejoindre des groupes radicalisés pour se faire entendre. En partenariat avec l'Etat, les élites locales joueront un rôle central. Elles doivent reconnaître leur part de responsabilité dans le malaise actuel, cesser de se blâmer mutuellement et d'instrumentaliser les désirs de vengeance.

B. *Adopter une approche réaliste conforme aux moyens de l'Etat*

Les espoirs que la crise de 2012 suscite un sursaut national et génère une réforme ambitieuse de la gouvernance ont été largement déçus. Les ressources publiques continuent souvent de disparaître avant d'atteindre leurs bénéficiaires. Les partenaires du développement ont été largement incapables de réformer les politiques d'aide. Pire, du fait de l'insécurité, l'aide au développement atteint de moins en moins les bénéficiaires éloignés des bureaux de Bamako. L'Etat reste contraint par des ressources budgétaires limitées. Les investissements dans les secteurs sociaux pâtissent de la priorité donnée à la défense et la sécurité. Dans ce contexte, les recom-

¹²⁰ Ibid.

¹²¹ La région de Mopti, grande comme deux fois la Belgique, ne disposerait que de 753 gendarmes, policiers et membres de la garde nationale pour assurer les missions de maintien de l'ordre. Entretien de Crisis Group, membre de la Minusma, Sévaré, mars 2016.

¹²² Le Mali et ses partenaires pourraient utilement s'inspirer des efforts récents réalisés au Niger pour développer une police communale dans la région d'Agadez. Ce projet, toujours en cours d'évaluation, a été développé avec le soutien de l'UE, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de la coopération danoise. Entretien de Crisis Group, membre de la délégation l'UE au Niger, Niamey, mai 2016.

¹²³ Les Forces de sécurité (FDS) maliennes comprennent à la fois les forces militaires (FAMA) sous responsabilité du ministère de la Défense, et les forces de sécurité intérieure (police nationale, gendarmerie et garde nationale) sous responsabilité du ministère de l'Intérieur et de la Protection civile.

mandations visant à réformer le fonctionnement de l'Etat dans le centre du Mali ont peu de chances d'aboutir.

Cela impose d'adopter une approche réaliste, prenant en compte ce qui peut être fait dans une situation aussi contraignante. Plutôt que de concevoir de nouvelles grandes réformes, qui sortent rarement des ministères et des directions générales de Bamako, il faut se concentrer sur des actions concrètes de terrain. Pour cela, il est nécessaire d'identifier et de travailler avec tous les acteurs locaux, y compris les membres de la société civile ou ceux qui, par nécessité, ont pactisé avec les groupes jihadistes. La priorité est aujourd'hui de réinvestir les régions délaissées du centre.

Etant donnée l'étendue des besoins et la multiplicité des zones à couvrir dans un pays toujours fragile, le réinvestissement du centre doit trouver ses champions, par exemple une figure consensuelle capable de porter publiquement la cause des populations. L'Etat pourrait nommer un haut représentant pour les régions du centre chargé de coordonner les initiatives et de préparer un plan spécial. L'accord de paix a trop largement ignoré le centre pour pouvoir s'y appliquer.

Les différentes composantes civiles du centre du pays, et pas seulement les hommes en armes ou de pouvoir, devraient être associées étroitement à l'élaboration d'un tel plan, pour rompre avec les accords trop élitistes. L'accord de paix signé à Bamako, plutôt favorable aux mouvements armés, n'est pas le fruit d'un processus inclusif.¹²⁴ Seul le processus de DDR, qui lui préexiste, pourrait être étendu aux régions du centre, dans les conditions prévues par l'accord, pour faciliter le désarmement et réduire la circulation des armes de guerre qui devient préoccupante.¹²⁵

Pour leur part, les partenaires du Mali doivent s'entendre pour que ceux qui ont développé une connaissance approfondie de ces régions (Union européenne, Pays-Bas, etc.) portent et soutiennent le dossier du centre. Il faut éviter là aussi les doublons et les concurrences inutiles.

Ensemble, Etats et partenaires impliqués devraient identifier et se concentrer sur des causes prioritaires : la sécurité, la justice, l'éducation et la gestion des ressources naturelles constituent sans doute quelques-uns des domaines d'intervention stratégique dans l'immédiat. Il s'agit moins de développer l'économie de régions riches en ressources naturelles que d'y reconstruire une autorité publique capable de réguler les conflits et de garantir aux populations l'accès à un minimum de services. Enfin, il faut cesser de donner la priorité aux solutions sécuritaires dans la lutte contre les groupes radicaux. L'effort militaire est sans doute utile mais il ne doit plus constituer l'essentiel de la réponse. Le véritable défi est de rétablir la présence d'un Etat dont la légitimité est reconnue par les populations.

¹²⁴ Voir Rapport Afrique de Crisis Group N°226, *Mali : la paix à marche forcée ?*, 22 mai 2015.

¹²⁵ A l'inverse, il serait risqué d'étendre aux régions du centre la nomination d'autorités intérieures prévue par l'accord de paix. Cela susciterait d'énormes tensions entre les groupes pouvant prétendre choisir ces autorités de transition. Par ailleurs, l'intégration de personnalités du centre au sein du Comité de suivi de l'accord (CSA) créerait sans nul doute de nombreuses controverses entre les parties signataires qui se sont déjà largement affrontées sur ces questions en 2015. Cela paralyserait un peu plus les organes chargés du suivi de l'accord.

VII. Conclusion

Les groupes extrémistes violents prospèrent dans les zones de tensions où l'Etat est absent, contesté, ou lorsque sa présence ne se manifeste que par l'action, et parfois les abus, des forces de sécurité. Ils se développent quand les conflits intercommunautaires pour l'accès aux ressources naturelles s'aggravent et quand leur gestion pacifiée n'est plus assurée ni par l'Etat, défaillant, ni par des autorités traditionnelles contestées. Dans ces espaces, les groupes radicaux savent trouver leur place en se rendant utiles et en soutenant certains groupes contre d'autres. Ils apportent une forme de protection, des armes et un savoir-faire militaire, mais aussi une réponse à une forte demande locale de justice, de sécurité et plus largement de moralisation du politique. Le centre du Mali offre un terrain particulièrement propice à la mise en œuvre de leur stratégie d'implantation. Ils évitent les coups d'éclat mais chassent l'Etat et ses agents de larges portions du territoire pour progressivement se substituer à lui.

Il est encore temps de prévenir et d'endiguer ce phénomène. L'Etat est contesté mais pas complètement rejeté, y compris par certains sympathisants des groupes radicaux. Ces derniers sont d'ailleurs encore mal coordonnés et minoritaires. Une grande partie des violences est encore le fait de simples prédateurs sans agenda politique cohérent, et manipulant parfois l'argument religieux. En intervenant dans le centre, l'Etat et ses partenaires ne doivent cependant pas se tromper d'objectif. Le but n'est pas de venir à bout de quelques dizaines d'individus armés. L'enjeu est ailleurs : il faut restaurer la crédibilité de l'Etat par une action juste et utile au plus près des populations, même nomades.

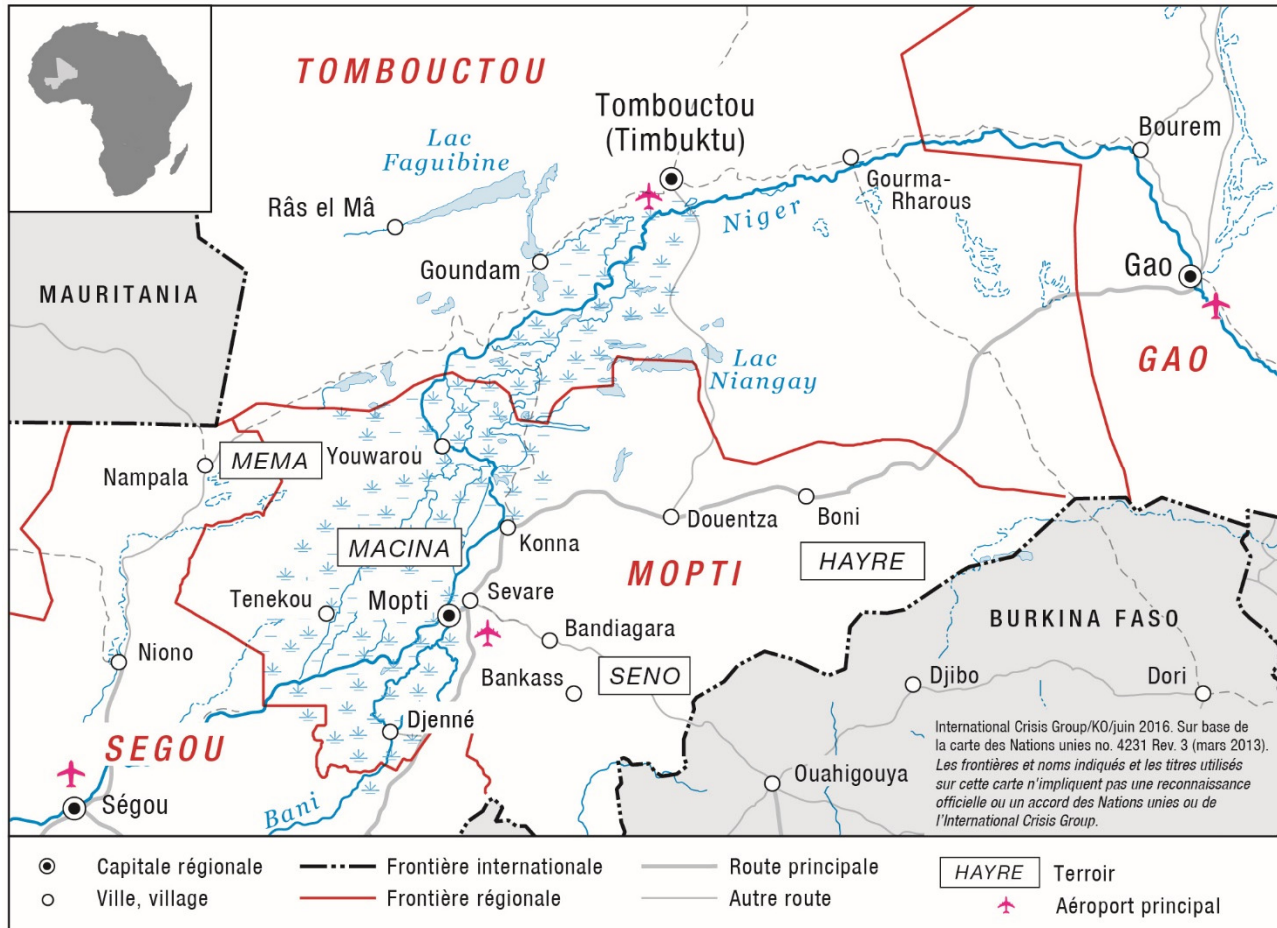
Il importe de montrer à l'ensemble des citoyens que l'Etat est à leur service et que le système politique est suffisamment ouvert pour leur permettre de participer à la gestion de leurs propres affaires et à leur propre sécurité. Le centre du Mali peut devenir un exemple pour l'application de politiques gouvernementales locales et d'actions précoces destinées à éviter le délitement des Etats nationaux et l'implantation de groupes radicaux violents. Pour cela, il ne doit plus être négligé.

Dakar/Bamako/Bruxelles, 6 juillet 2016

Annexe A : Carte du Mali



Annexe B : Carte du Mali central



Annexe C : Chronologie des principales attaques au centre du Mali (Mopti et Ségou)

9 au 17 janvier 2013

Bataille de Konna, cercle et région de Mopti. L'intervention militaire française Serval arrête la progression des forces d'Ansar Eddine, du Mujao et d'AQMI vers Mopti et Sévaré le 11 janvier. Les forces maliennes reprennent Konna le 17 janvier.

18 mars 2013

Des individus armés tuent une vingtaine de civils dans le village de Doungoura, cercle de Ténenkou, région de Mopti. Ils interceptent des véhicules, exécutent leurs passagers et jettent les corps dans un puits.

5 janvier 2015

Une trentaine d'hommes armés attaquent la ville de Nampala, cercle de Niono, région de Ségou, et tuent au moins onze soldats maliens.

8 et 16 janvier 2015

Deux attaques, attribuées par la presse au FLM, ont lieu dans la ville de Ténenkou, cercle de Ténenkou, région de Mopti. Le bilan est de trois morts parmi les FAMA et six parmi les assaillants.

13 mars 2015

Un véhicule de l'armée malienne explose sur une mine (IED), tuant deux soldats maliens et faisant six blessés.

3 avril 2015

Des assaillants non identifiés attaquent le poste de police de Boni, cercle de Douentza, région de Mopti.

22 avril 2015

Deux individus armés suspectés d'être des membres du FLM tuent le chef du village de Dogo, cercle de Youwarou, région de Mopti.

5 mai 2015

La CMA attaque des positions FAMA à Ténenkou, avant de se replier. Les combats font un mort côté FAMA et entre six et dix côté CMA.

8 août 2015

Un commando jihadiste attaque le camp militaire et l'hôtel Byblos de Sévaré, cercle et région de Mopti, faisant quatre morts parmi des contractuels de la Minusma et quatre parmi les FAMA. L'attaque est revendiquée par le groupe al-Morabitoune puis par le FLM.

12 septembre 2015

Trois membres présumés du FLM attaquent un poste de gendarmerie près de Bankass, cercle de Bankas, région de Mopti. Un gendarme est tué et un autre blessé.

18 septembre 2015

Des individus armés non identifiés tuent un garde forestier à Tougou, région de Ségou.

19 septembre 2015

Dix-sept hommes armés attaquent un poste de police dans le cercle de Koro, région de Mopti, faisant quatre morts dont deux policiers et trois blessés graves.

9 octobre 2015

Dix-huit hommes armés en moto attaquent le village de Dounapen, cercle de Koro, région de Mopti. L'adjoint au maire de la ville voisine de Dioungani est tué.

21 janvier 2016

Quatre individus armés attaquent le village de Kouna, cercle de Macina, région de Ségou, visant la gendarmerie.

13 avril 2016

Plusieurs hommes armés attaquent un poste de contrôle FAMA dans la ville de Boni. Un assaillant est tué, cinq autres arrêtés. L'attaque est attribuée au FLM.

2 au 4 mai 2016

Des affrontements entre les communautés bambara et peul dans le cercle de Ténenkou, région de Mopti, font une trentaine de morts.

22 mai 2016

Un convoi de trois véhicules de la Minusma est touché par une mine (IED) dans le cercle de Djénné. Au moins deux militaires togolais sont blessés.

29 mai 2016

Un convoi de la Minusma tombe dans une embuscade près de Sévaré. Cinq soldats togolais sont tués.

Annexe D : Liste des acronymes

AFP	Agence France-Presse
ANSIPRJ	Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice
AQMI	Al-Qaeda au Maghreb islamique
ATT	Amadou Toumani Touré
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CSA	Comité de suivi de l'accord de paix malien
CSNU	Conseil de sécurité des Nations unies
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DGSE	Direction générale de la sécurité d'Etat
FAMA	Forces armées et de sécurité du Mali
FDS	Forces de sécurité maliennes
FLM	Front de libération du Macina
Gatia	Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
HCIM	Haut Conseil islamique du Mali
Instat	Institut national de la statistique
Minusma	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national pour la libération de l'Azawad
Mujao	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement

Annexe E : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux dans neuf autres villes : Bichkek, Bogotá, Dakar, Islamabad, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington DC. L'organisation a également des représentations dans les villes suivantes : Bangkok, Beyrouth, Caracas, Delhi, Dubaï, Gaza, Ciudad de Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Mexico, Pékin, Rabat, Sydney, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: le ministère allemand des affaires étrangères, l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Koerber, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Humanity United, la Fondation Tinker, la Fondation Robert Bosch, le Fonds Ploughshares, les Fondations Open Society, l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest, et le Fond des frères Rockefeller.

Juillet 2016

Annexe F : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2013

Rapports Spéciaux

Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, Rapport spécial, 14 mars 2016 (aussi disponible en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Afrique australe

Zimbabwe: Election Scenarios, Rapport Afrique N°202, 6 mai 2013.

Zimbabwe's Elections: Mugabe's Last Stand, Briefing Afrique N°95, 29 juillet 2013.

Madagascar : une sortie de crise superficielle ?
Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

République centrafricaine : les urgences de la transition, Rapport Afrique N°203, 11 juin 2013 (aussi disponible en anglais).

Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique N°206, 23 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : l'intervention de la dernière chance, Briefing Afrique N°96, 2 décembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Guinée: sortir du bourbier électoral, Rapport Afrique N°199, 18 février 2013.

Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur, Rapport Afrique N°201, 11 avril 2013 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, Rapport Afrique N°205, 22 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Niger : l'autre maillon faible du Sahel ?, Rapport Afrique N°208, 19 septembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sue la défense?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Corne de l'Afrique

Kenya's 2013 Elections, Rapport Afrique N°197, 17 janvier 2013.

Sudan's Spreading Conflict (I): War in South Kordofan, Rapport Afrique N°198, 14 février 2013.

Eritrea: Scenarios for Future Transition, Rapport Afrique N°200, 28 mars 2013.

Kenya After the Elections, Briefing Afrique N°94, 15 mai 2013.

Sudan's Spreading Conflict (II): War in Blue Nile, Rapport Afrique N°204, 18 juin 2013.

Ethiopia: Prospects for Peace in Ogaden, Rapport Afrique N°207, 6 août 2013.

Sudan: Preserving Peace in the East, Rapport Afrique N°209, 26 novembre 2013.

Somalia: Puntland's Punted Polls, Briefing Afrique N°97, 19 décembre 2013.

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Annexe G : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno

Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe

Présidente du Conseil, Gorée Institute

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Morton Abramowitz

Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi

Écrivain ; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim

Ancien ministre brésilien des Relations extérieures ; ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC

Nahum Barnea

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahro-noth*, Israël

Kim Beazley

Président, Institut australien pour les affaires internationales ; ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères et vice-présidente du Sénat ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi

Membre, The Elders ; Diplomate des Nations unies ; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus

Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger

Président, Forum de Munich sur les politiques de défense ; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur de l'Allemagne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir

Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales ; président de la Fondation New Eurasia à Moscou

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva

Ancienne présidente de la République kirghize et ministre des Affaires étrangères

Thomas Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe

Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'Otan et ministre espagnol des Affaires étrangères

George Soros

Président, Open Society Institute

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères

Jonas Gahr Støre

Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Heidi Tagliavini

Diplomate de carrière suisse ; ancienne représentante spéciale pour l'OSCE, l'Union européenne et les Nations unies

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Stephen & Jennifer Dattels
Shearman & Sterling LLP	Fola Adeola	Herman De Bode
Statoil (U.K.) Ltd.	Scott Bessent	Reynold Levy
White & Case LLP	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
APCO Worldwide Inc.	(2) Anonymous	Rita E. Hauser
Atlas Copco AB	Mark Bergman	Geoffrey R. Hoguet & Ana
BG Group plc	Stanley Bergman & Edward	Luisa Ponti
Chevron	Bergman	Geoffrey Hsu
Edelman UK	Elizabeth Bohart	Faisal Khan
Equinox Partners	Neil & Sandra DeFeo Family	Cleopatra Kitt
HSBC Holdings plc	Foundation	Kerry Propper
MetLife	Sam Englehardt	Robert C. Smith
Shell	Neemat Frem	Nina K. Solarz
Yapı Merkezi Construction and Industry Inc.	Seth & Jane Ginns	
	Ronald Glickman	

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander	Beatriz Garcia	Rahul Sen Sharma
Gillea Allison	Lynda Hammes	Leeanne Su
Amy Benziger	Matthew Magenheimer	AJ Twombly
Tripp Callan	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Victoria Ergolavou	Peter Martin	Grant Webster
Christina Bache Fidan	Megan McGill	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Kim Campbell	Todung Mulya Lubis
George Mitchell Président émérite	Jorge Castañeda	Allan J. MacEachen
Gareth Evans Président émérite	Nareh Chandra	Graça Machel
Kenneth Adelman	Eugene Chien	Jessica T. Mathews
Adnan Abu-Odeh	Joaquim Alberto Chissano	Barbara McDougall
HRH Prince Turki al-Faisal	Victor Chu	Matthew McHugh
Óscar Arias	Mong Joon Chung	Miklós Németh
Ersin Arioglu	Pat Cox	Christine Ockrent
Richard Armitage	Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong
Diego Arria	Jacques Delors	Olara Otunnu
Zainab Bangura	Alain Destexhe	Lord (Christopher) Patten
Shlomo Ben-Ami	Mou-Shih Ding	Shimon Peres
Christoph Bertram	Uffe Ellemann-Jensen	Victor Pinchuk
Alan Blinken	Gernot Erler	Surin Pitsuwan
Lakhdar Brahimi	Marika Fahlén	Fidel V. Ramos
Zbigniew Brzezinski	Stanley Fischer	
	Carla Hills	
	Swanee Hunt	
	James V. Kimsey	
	Aleksander Kwasniewski	